

Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI)

Revue Africaine de Communication



RAC , Nouvelle série, Numéro 7, 2025

**COMMUNICATION POLITIQUE
&
CRISES CONTEMPORAINES**



REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



***COMMUNICATION POLITIQUE ET
CRISES CONTEMPORAINES***

Sous la direction de

Pr Kouassi Sylvestre KOUAKOU,
Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
Dr Yacine DIAGNE,
Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
Dr Mamadou Diouma DIALLO,
Université Gaston Berger (Sénégal)

Nouvelle Série / Numéro 7

Décembre 2025
ISSN : 3092-5630
e-ISSN : 3092-5614



Revue Africaine de Communication
Nouvelle série, Numéro 7, Décembre 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Alioune DIENG, Professeur des universités, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

COMITÉ SCIENTIFIQUE :

Marc-François BERNIER, Professeur des universités, Université d'Ottawa (Canada)

N'guessan Julien AT CHOUA, Professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Frédéric LAMBERT, Professeur des universités, Université Paris 2 Panthéon-Assas (France)

Anne PIPPONNIER, Professeure des universités, Centre de recherche sur les Médiations, Université de Lorraine

Yahya DIABI, Professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Annie LENOBLE-BART, Professeure émérite, Université Michel de Montaigne, Bordeaux III, (France)

Serge THÉOPHILE BALIMA, Professeur des universités, Université de Ouagadougou (Burkina Faso)

Anna Paola SONCINI, Professeure des universités, Université de Bologne (Italie)

Modou NDIAYE, Professeur des universités, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Aimé-Jules BIZIMANA, Professeur agrégé, Université du Québec en Outaouais (Canada)

Mor FAYE, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

Marième Pollène NDIAYE, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

Namoin YAO - BAGLO, Maître de conférences (CAMES), ISICA/Université de Lomé (Togo)

Moustapha MBENGUE, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Djibril DIAKHATÉ, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Kouassi Sylvestre KOUAKOU, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Sokhna Fatou SECK SARR, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

COMITÉ DE LECTURE ET DE RÉDACTION :

Diégane SÈNE, Maître de conférences (CAMES), CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Aminata KANE, Maître-assistante (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop

Dr Fatoumata Bernadette SONKO, Maître-assistante (CAMES), CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Sahite GAYE, Maître-assistant (CAMES), Université Cheikh Anta Diop

Dr Domique-François MENDY, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Abdou DIAW, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Ngagne FALL, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Moussa DIOP, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Alioune Badara GUEYE, CESTI, Université Cheikh Anta Diop



Revue Africaine de Communication
Nouvelle Série, Numéro 7, 2025

Édité par

**Alioune DIENG,
Professeur Titulaire,
Université Cheikh Anta Diop
Dakar, Sénégal**



UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION
(CESTI)

Décembre 2025

© **CESTI**
Revue Africaine de Communication
ISSN : 3092-5630
e-ISSN : 3092-5614
Tous droits réservés

Site Internet de la Revue : <https://rac.ucad.sn/>

Maquette Première et Quatrième de couverture : Tiécoura Gueye,
CESTI, UCAD

Édition et Mise en page : Professeur Alioune Dieng
CESTI, UCAD

Contacts :

Service commercial : +221 33 824 68 75 / +221 33 824 93 66
Emails : infos.cesti@gmail.com; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

Adresse :

Revue Africaine de Communication
CESTI/UCAD, BP 5005
Dakar-Fann
Sénégal

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES
DE L'INFORMATION
(CESTI)
Avenue Cheikh Anta Diop, BP 5005, Dakar, Sénégal

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



Revue Africaine de Communication

ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

Emails : cesti@ucad.edu.sn ; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

POLITIQUE ÉDITORIALE
DE LA
REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION

La *Revue Africaine de Communication* (RAC), qui s'adresse aux enseignants chercheurs, chercheurs, doctorants et professionnels de l'information et de la communication, publie des articles inédits, à caractère scientifique, sur les sciences, les pratiques et les technologies de l'information et de la communication dans le respect des normes internationales de conception, de rédaction et de présentation des travaux scientifiques.

De plus, elle souhaite contribuer, le plus largement possible, au développement des études portant sur l'analyse du discours, le droit, l'éthique et la déontologie des médias. Les domaines de l'information et de la communication sont articulés à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, le management, le marketing et la culture. La RAC, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte aussi, dans sa partie *Varia*, des articles des autres disciplines dont l'intérêt pour le développement des sciences et des techniques de l'information et de la communication est évident.

La RAC paraît une fois par an avec un numéro thématique

et/ou un numéro spécial. Selon la procédure en double-aveugle (*Double Blind Peer Review*), une version anonyme de chaque texte proposé est soumise à l'expertise de deux spécialistes en la matière, en vue de l'évaluation et, éventuellement, de la révision. À cet effet, les critères retenus sont la pertinence et l'intérêt du thème abordé, l'originalité de la problématique et de la démarche logique adoptée, la tenue stylistique de l'article ainsi que sa cohérence avec l'ensemble du numéro et de la Revue. Les contributions peuvent être acceptées, refusées ou donner lieu à des propositions de révisions pour l'auteur. En cas de désaccord entre les deux experts, le Directeur de Publication de la Revue soumet la contribution à une troisième évaluation. Les textes et leur contenu relèvent de la seule et entière responsabilité des auteurs.

En cas de publication, tous les droits sont transférés à la Revue (Voir Code d'Éthique de la *Revue Africaine de Communication*). Les auteurs sont invités à suivre le modèle de présentation et de mise en page des articles publiés par la *Revue Africaine de Communication* (titres, résumé et mots-clés, normes topographiques, références bibliographiques, etc.).

1. Le titre de la contribution

Titre en français et en anglais : police Book Antiqua 12, en gras, centré, interligne simple.

Nom, Prénom(s), premières lettres en majuscules, et affiliation(s) des contributeurs : police Book Antiqua 10, en gras, alignés à droite, interligne simple.

2. Introduction, Titres des parties, Conclusion

Police Book Antiqua 11, en gras, alignés à gauche, pas de retrait, interligne simple.

3. Résumé et Mots-clés de la contribution

- **Le résumé de la contribution** (500 signes au maximum): Rédigé en français et en anglais, police Book Antiqua 10, sans gras, sans italique, sans retrait, aligné à gauche, interligne simple.
- **Contenu du résumé** : Intérêt scientifique du thème et de

l'objet de recherche, délimitation du champ et du contexte de recherche, problématique, objectif et hypothèses de recherche, méthode(s) d'analyse et résultats attendus.

- **Mots-clés** : police Book Antiqua 10, pas de retrait, alignés à gauche, cinq mots en minuscules séparés par des virgules, première lettre du premier mot en majuscule (version française) ; premières lettres en majuscules, cinq mots séparés par des points virgules (version anglaise).

4. Plan de l'article

Il est souhaitable que le texte de l'article soit organisé à trois niveaux :

- section : 1, 2, 3, ... (style Titre 1, gras, taille de police 11, sans retrait) ;
- sous-section : 1.1., 1.2., ... 2.1., 2.2..., etc. (style Titre 2, gras, taille de police 11, retrait 1,27) ;
- sous-sous-section : 1.1.1., 1.1.2. ... 2.1.1., 2.2.2, etc. (style Titre 3, gras, taille de police 11, retrait 1,27).

5. Citations

- **Longueur, police, style, format :**

Les citations brèves (de trois lignes et moins) sont encadrées par des guillemets à la française, sans italique, police Book Antiqua11.

Les citations de trois lignes et plus : retrait 1,27 cm, Book Antiqua 10, pas de guillemets : « Étudiant les rapports entre l'hypertextualisation et l'animation numérique, Saemmer affirme :

Les mots sur support numérique prennent des couleurs, se coulent dans de nouvelles formes graphiques ; en se disposant librement dans l'espace, ils suggèrent une simultanéité caractéristique de l'image ; en s'animant, ils acquièrent une dimension plastique ; en s'hypertextualisant, ils deviennent palpables, touchables. L'un des enjeux centraux de mon livre *Matières textuelles sur support numérique* était d'étudier les conséquences de l'hypertextualisation et de l'animation numérique sur le sens du texte. J'ai essayé de montrer qu'en principe, les possibilités d'interaction et de mise en mouvement

du texte, les nouveaux rapports entre images fixes et mots animés, vidéos et lettres statiques sur l'interface numérique ouvrent le champ sémantique du texte vers de nouvelles significations (2008 : 63). »

▪ **Source de la citation :**

À la fin de la citation, on indique la source (entre parenthèses) : Nom de l'auteur, année de publication, éventuellement la page, précédée de deux points.

En cas de coupure importante ou d'omission dans la citation, il faut placer entre crochets les points de suspension pour la représenter :

« L'un des enjeux centraux de mon livre [...] était d'étudier les conséquences de l'hypertextualisation et de l'animation numérique sur le sens du texte. » (Saemmer, 2008 : 63).

▪ **Auteur(s) mentionné(s) après la citation :**

« En outre, l'opinion, « relayée au plus haut niveau de l'État, aspirait à une plus grande transparence administrative, à l'image d'autres grands pays démocratiques. » (Ermisse, 1988 : 205).

▪ **Citation de deux auteurs :**

« La communication politique a toujours présenté une dimension technique. Dans l'Antiquité grecque, la rhétorique en était la manifestation principale, qui permettait l'utilisation stratégique du discours à des fins de persuasion. » (Gerstlé & Piar, 2020 : 31).

▪ **Plus de deux auteurs :**

• **Une première citation :**

« Plusieurs virtualités cohabitent dans le débat nucléaire. » (Faivret, Missika & Wolton, 1980 : 9).

• **Une deuxième citation des mêmes auteurs :**

« Attaquer une idéologie est un exercice périlleux » (Faivret *et al.*, 1980 : 10) ou selon Faivret *et al.* (1980 : 10), « attaquer une idéologie est un exercice périlleux ».

▪ **Citation d'une institution :**

Lors de la première citation, le nom développé de l'institution est mentionné suivi de son abréviation :

« Dans le monde, une augmentation significative de la demande en eau est prévue dans les prochaines décennies. » (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture [UNESCO], 2017 : 1).

▪ **Dès la deuxième citation**, l'abréviation suffit :

« Les ressources en eau (eaux de surface et eaux souterraines) sont renouvelées à travers le cycle continu d'évaporation, de précipitations et de ruissellement. » (UNESCO, 2017 : 10).

▪ **Dictionnaire :**

Le relativisme est « une doctrine qui admet la relativité de la connaissance humaine ». (*Le Petit Robert*, 1989 : 1651)

Nota Bene : Pour certains dictionnaires comme celui de l'Académie française, le titre, le numéro de l'édition et le numéro de page suffisent.

▪ **Citation d'un auteur ayant publié plusieurs documents la même année :**

Si le slogan est l'instrument de la propagande idéologique et de la communication efficace, la rhétorique est une arme à double tranchant, dont la modalité peut être méliorative ou péjorative. Du point de vue rhétorico-pragmatique, les tropes tels que la métaphore ou la périphrase servent à l'expression de l'hybridité linguistique, en faisant s'affronter des points de vue narratifs sur le thème de l'immigration. (Dieng, 2020 a : 54)

Avoir de l'esprit est un atout considérable dans la discussion, mais il se transforme en défaut majeur lorsqu'il s'agit d'éprouver la raison. La prééminence de l'esprit de finesse sur le jugement ne nie pas l'importance de la raison, mais elle permet à l'humaniste de distinguer le champ de la communication de celui du raisonnement philosophique et à élaborer les grands principes d'une éthique du jugement. (Dieng, 2020 b : 362)

▪ **Plusieurs auteurs de différentes œuvres cités simultanément :**

« Les enjeux de l'information et de la communication ouvrent des perspectives à la recherche. » (Boukacem-Zeghmouri & Rodríguez Bravo, 2019 ; Blanchard & Roginsky, 2020 ; Mattelart, 2016)

▪ **Citation d'un auteur par un autre auteur :**

« Un usage extensif de l'Internet a permis aux Zapatistes d'instantanément diffuser leurs informations et revendications au monde. » (Castells, 1997 [2010], cité par Mattelart, 2016 : 117)

Nota Bene : Lorsque la date de la première édition est mentionnée, celle de la dernière est mise entre crochets.

- **Ajout de mots dans la citation** : mettre les mots ajoutés entre crochets.
- **Paraphrase d'un texte écrit** :

« Pour Dieng (2024 : 39), "parole sans règle et parole sans foi destinées à faire perdre la face à l'interlocuteur, la polémique a partie liée avec le pouvoir et suscite de ce fait un questionnement dans ses rapports à l'éthique" ».

6. Ponctuation

Sauf exception (point d'exclamation ou d'interrogation), pas de ponctuation dans un titre. Entre le point ou la virgule et le mot qui les précède, il n'y a pas d'espace. En revanche, il y en a une, insécable, entre les guillemets à la française, les deux points, le point-virgule, les points d'exclamation ou d'interrogation et le mot. Les crochets et les parenthèses ne contiennent pas d'espace à l'intérieur, mais à l'extérieur.

On utilise exclusivement les guillemets à la française (« »), en prenant garde de placer une espace insécable après le guillemet ouvrant et avant le guillemet fermant. Les guillemets anglais doubles (" ") sont requis dans une citation de deuxième niveau, c'est-à-dire imbriquée dans une première citation.

7. Normes typographiques

Format : Document Word.

Police : Book Antiqua (BA), 11 pour le corps de l'article, 10 pour les citations.

Style : Normal

Reliure à gauche : 0 cm ;

Interligne : simple

Mise en page : custom size, 15/23 cm (File, Page setup, Paper size: custom size) ; marges : 2 cm (bas, haut, gauche, droite)

Corps du texte : police Book Antiqua 11, style Normal, justifié.

Retrait : gauche : 0 cm, droite : 0 cm ; à partir de la première ligne 0 cm ; suspension : 0 cm

Espacement : avant : 0 point, après : 0 point

8. Les tableaux :

Les tableaux sont titrés et insérés dans le texte, Book Antiqua (BA) 10. Pour chaque tableau, ne pas dépasser la moitié d'une

page de la revue ; sinon, il sera renvoyé en annexe à la fin de la bibliographie. Leur pertinence sera évaluée par les experts.

9. Notes de bas de page

Les notes en bas de page (police : Book Antiqua 10, suspension (hanging) 0,5 cm, Interligne simple). Ne sont acceptées que les notes qui apportent des informations complémentaires ou des précisions. Les références bibliographiques sont insérées directement dans le texte (voir **Citations**).

10. Bibliographie

▪ Format :

Corps du texte : police Book Antiqua 11, style Normal, justifié.
Retrait : gauche : 0 cm, droite : 0 cm ; Interligne simple ;
suspension : 0,5 cm

Espacement : avant : 0 point, après : 0 point

▪ Monographie :

Nom, Prénom (date). *Titre du livre* [date de la 1re édition]. Lieu : éditeur, «collection».

▪ Ouvrage collectif :

Nom, Prénom (éd. / éds) (date). *Titre de l'ouvrage*. Lieu : éditeur, « Collection » (si indiquée).

▪ Chapitre d'un ouvrage collectif :

Nom, Prénom (date). Titre de la contribution (pagination : pp. X-Y). In Prénom Nom (éd. / éds), *Titre de l'ouvrage* (pagination). Lieu : éditeur, « Collection » (si indiquée).

▪ Article :

Nom, Prénom (date). Titre de l'article. In *Titre de la revue*, n° x, *titre spécifique à ce numéro* (si indiquée), Prénom Nom (éd./éds), pagination (page de début et page de fin séparées par un tiret).

▪ Article de revue avec volume et numéro de fascicule (version imprimée) :

Nom, Prénom (année). Titre de l'article. *Titre de la revue en italique, numéro du volume en italique* (numéro du fascicule entre parenthèses), numéros de pages.

▪ Revue complète (numéro spécial) (version imprimée) :

Titre du numéro ou du supplément ou du hors-série [Numéro spécial]. (Année). *Titre de la revue en italique, numéro du volume en*

italique (numéro du fascicule entre parenthèses).

▪ **Article de revue (version électronique) avec DOI:**

Article de revue issu d'un hors-série ou d'un supplément (version imprimée ou électronique) : Nom de l'auteur, initiale du prénom (Année). Titre de l'article. *Titre de la revue en italique (pas en forme abrégée et sans le sous-titre)*, (h.s.) ou (suppl.), numéros de pages. <DOI>

▪ **Article de quotidien (version électronique) :**

Nom de l'auteur, prénom (Année, jour mois). Titre de l'article. *Titre du quotidien*. <DOI> ou Accès adresse URL : <lien [Consulté le...]>.

▪ **Congrès/Colloque (publié) :**

Nom du ou des directeur(s), prénom(s) (dir.). (Année). *Titre du colloque : Actes ou Journées et lieu, date du colloque*. Lieu : Éditeur.

▪ **Contribution d'un auteur à un colloque (communication publiée) :**

Nom de l'auteur, Initiale du prénom (Année). Titre du document. In Initiale du prénom de l'auteur de l'ouvrage. Nom de l'auteur (dir. ou éd.), *Titre de l'ouvrage : Titre du colloque : Actes ou Journées et lieu, date du colloque* (pp. du document s'il y en a). Lieu : Éditeur.

▪ **Ressources Internet :**

- Mettre la **référence** précise, le **lien** entre guillemets simples <...> et la **date** de consultation entre crochets [...].
- **Article** : Nom, Prénom (2010). Titre. Titre de la revue en *italique*. URL entre guillemets simples (<...[Consulté le...]>) ou <DOI>
- **Livre électronique avec DOI** : Nom, Prénom (Année). *Titre en italiques*. <DOI>
- **Livre électronique avec URL** : Nom, Prénom (Année). *Titre en italiques*. Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...] >.
- **Page ou Site Web** : Auteur ou Organisme (Année de publication). *Titre de la page consultée*. Date de la dernière mise à jour ou de copyright). Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...] >.

- **Texte législatif (version imprimée)** : *Titre et date d'adoption du texte de loi* ; Sigle (si existant), Recueil et Numéro.
- **Texte ou article législatif (version électronique)** : *Titre et date d'adoption du texte ou de l'article de loi* ; Sigle (si existant) ; Recueil et numéro ; Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...] >.
- **Thèse** : Prénom Nom, *Titre : sous-titre*, nombre de pages, tomaison, Type de diplôme : Discipline et spécialité : Université (et / ou autres précisions telles que la ville) : Année (date de soutenance). S'il n'y a pas de date de parution, mettre l'abréviation s.d. (*sine datum*) à la place de l'année.

10. Abréviations

Éditeur scientifique : (éd. ou éds.)

Sous la direction de : (dir.)

Numéro d'édition : (éd. ; par exemple : 2e éd.) :

Sans lieu de publication : *sine loco* (s.l.)

Sans nom de l'éditeur : *sine nomine* (s.n.)

Sans date : *sine datum* (s.d.)

L'abréviation des pages se fait différemment en fonction du type de document :

- pour les chapitres d'ouvrage collectif et pour les articles de la presse quotidienne, les pages sont indiquées avec l'abréviation «p.» pour une seule page consultée et «pp.» pour plusieurs pages. Exemple : p. 7 ou pp. 7-14 ;
- pour les périodiques (revue, magazine), les pages sont indiquées sans abréviation. Exemple : 7-14.

11. Bibliographie sélective

BLANCHARD, Gersende & ROGINSKY, Sandrine (2020). Introduction. Dossier - La professionnalisation de la communication politique en question : acteurs, pratiques, métiers. *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 1(1), 5-12. <https://doi.org/10.3917/enic.029.0005>

BOUKACEM-ZEGHMOURI, Chérifa & BLANCA, Rodríguez Bravo (2019). Présentation du dossier 2019. Une information scientifique, entre évaluation et médiatisation. *Les Enjeux de*

l'information et de la communication, 2(2), 5-11.
<<https://doi.org/10.3917/enic.027.0005>>

DIENG, Alioune (2020 a). Hybridité linguistique et réinterprétation de l'aventure ambiguë chez Fatou Diome. In *Réécriture et interprétation, Acta Iassyensia comparationis*, 26(vol.2), 51-62.
<http://literaturacomparata.ro/Site_Acta/issues/aic26/06%20Dieng_Layout%201.pdf>

DIENG, Alioune (2020 b). L'expérience de l'enrichissement dans les *Essais de Montaigne*. *Akofena, Revue scientifique des Sciences du langage, Lettres, Langues et Communication*, n°002, vol. 1, 353-370.

DIENG, Alioune (2024). *Éthique et argumentation polémique*. Dakar: Presses Universitaires de Dakar (P.U.D.).

ERMISSE, Gérard (1988). Les archives françaises à l'horizon de l'an 2000 (études rassemblées à l'occasion du XIe Congrès international des Archives. In *La Gazette des archives* (pp. 200-217), n°141, Actes du colloque de Paris, 22-26 août.

FAIVRET, Jean-Philippe, MISSIKA, Jean-Louis, WOLTON, Dominique (1980). *L'Illusion écologique*. Paris : Seuil.

GERSTLE, Jacques, PIAR, Christophe (2020). *La Communication politique*. Paris : Armand Colin, collection « U ».

MATTELART, Tristan (2016). Déconstruire l'argument de la diversité de l'information à l'heure du numérique : le cas des nouvelles internationales. In *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2(2), 113-125.
<<https://doi.org/10.3917/enic.021.0113>>

SAEMMER, Alexandra (2008). Le texte résiste-t-il à l'hypermédia ? In *Communication & Langages*, n°155, 63-79.

UNESCO (2017). Les Eaux usées : une ressource inexploitée. *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau*.

WOLTON, Dominique (1997). *Penser la communication*. Paris : Flammarion.

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES
DE L'INFORMATION
(CESTI)
Avenue Cheikh Anta Diop, BP 5005, Dakar, Sénégal

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



Revue Africaine de Communication

Emails : cesti@ucad.edu.sn ; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

**CODE D'ÉTHIQUE
DE LA
REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION**

1. De l'évaluation des contributions scientifiques

En ce qui concerne l'évaluation de chaque contribution, le Directeur de Publication et les membres du Comité de Lecture et de Rédaction de la Revue sollicite l'avis d'au moins deux évaluateurs, selon le système de double-blind peer review (double-aveugle). L'évaluation des textes soumis à la *Revue Africaine de Communication* (RAC) prend en examen leur contenu scientifique, sans distinction de race, de sexe, de nationalité, de croyance et d'orientation académique ou politique des auteurs. Sans accord écrit de la part de l'auteur, le matériel inédit des manuscrits soumis à la Revue ne peut pas être employé pour d'autres recherches. Le Directeur de Publication, le Comité scientifique, le Comité de lecture et de Rédaction s'engagent autrement à ne diffuser aucune information concernant les textes à des fins différentes des évaluations, des révisions, de l'édition et de la publication. Les textes et leur contenu relèvent de la seule et entière responsabilité de leurs auteurs.

2. Des obligations du Directeur de Publication

Le Directeur de Publication veille à l'exécution et au respect scrupuleux de la Politique éditoriale et du Code d'éthique de la *Revue Africaine de Communication*. Il définit, en collaboration avec le Comité scientifique et le Comité de Lecture et de Rédaction, la thématique annuelle de la Revue et supervise le processus de lancement, d'évaluation, de révision et de publication de chaque numéro. Il est la personne morale et administrative de la Revue. Garant de la notoriété, mais aussi de la qualité, de la conformité et de l'effectivité des travaux et des manifestations scientifiques de celle-ci, le Directeur de Publication supervise la collaboration entre les différents comités de la Revue, les évaluateurs et les contributeurs. Enfin, il la représente dans les autres instances et manifestations scientifiques.

3. Des obligations du Comité scientifique

Le Comité scientifique est tenu de respecter la politique et les principes éditoriaux de la *Revue Africaine de Communication* et doit aussi se conformer aux dispositions légales en matière de diffamation, de violation du copyright et de plagiat. Pour les prises de décisions, le Directeur de Publication de la Revue collabore avec le Comité scientifique. Les deux instances sont responsables de la publication finale des articles.

4. Des obligations du Comité de Lecture et de Rédaction

Le Comité de lecture et de Rédaction relève et vérifie les informations concernant les erreurs, imprécisions, conflits d'intérêts ou plagiat à l'égard d'une contribution, qu'il communique immédiatement au Directeur de Publication de la Revue, qui, à son tour, les notifie à l'auteur. Il vérifie ensuite le respect des modifications et des corrections formulées par les évaluateurs selon les critères fixés par la Revue. Au cas contraire, la Revue s'engage à entreprendre les actions nécessaires : éventuellement, l'article sera retiré de la version finale du numéro lancé. De façon générale, le Comité de lecture et de Rédaction apporte son aide au Directeur de Publication et à son équipe dans la révision, l'édition et la publication des contributions.

5. Des obligations des Évaluateurs

L'expert sélectionné ne se jugeant pas qualifié pour l'évaluation, ou sachant ne pas être en mesure de respecter les délais indiqués, doit notifier la décision au Directeur de Publication de la Revue. Il ne doit pas accepter l'expertise d'une contribution scientifique dans le cas d'un conflit d'intérêts dû à un rapport de compétition, de collaboration étroite, etc. avec les auteurs. Le Directeur de Publication, le Comité scientifique et le Comité de lecture et de Rédaction s'engagent à traiter les textes reçus comme des documents confidentiels.

Les évaluateurs s'engagent, quant à eux, à exprimer leurs opinions et recommandations, à les argumenter, documenter et illustrer dans le strict respect du secret professionnel. En outre, ils éviteront de les formuler de façon blessante. S'ils remarquent des passages plagiés ou bidonnés, ils ont l'obligation d'en informer le Directeur de Publication de la Revue. L'évaluation doit être effectuée avec objectivité, professionnalisme et discréetion. Les informations contenues dans les documents évalués demeurent confidentielles et, en aucun cas, ne peuvent faire l'objet d'autre exploitation.

6. Des obligations des Auteurs

Les auteurs s'engagent à garantir l'originalité des contributions, leur non-soumission en vue d'une autre publication lors des phases d'évaluation et de révisions des contributions. Par leur simple participation au numéro, ils acceptent aussi à n'employer des contenus ou des expressions d'autres auteurs qu'en indiquant toujours la source référencée. Les textes soumis n'ont jamais été publiés comme documents protégés par copyright dans d'autres revues ou dans des ouvrages collectifs déjà publiés.

En envoyant une contribution, l'auteur/les auteurs acceptent que, si le texte est approuvé pour la publication, tous les droits économiques, sans limites d'espace et avec toutes les modalités et technologies existantes ou à venir, sont transférés à la *Revue Africaine de Communication*. Dans le cas où un auteur noterait des erreurs significatives, des incohérences ou des imprécisions dans le document scientifique publié, il doit immédiatement le porter à la connaissance du Directeur de Publication de la Revue et

coopérer pour la rétractation ou la révision de la contribution proposée.

7. Accès, Reproduction, Distribution, Diffusion et Partage des Contributions scientifiques

Les contributions scientifiques à la *Revue Africaine de Communication* (*RAC*) sont disponibles en accès libre sur le site: <https://rac.ucad.sn>. Elles sont également archivées à la Bibliothèque nationale, à la Bibliothèque centrale de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et à la Médiathèque du Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information.

Les auteurs cèdent tous les droits de reproduction, de publication et de diffusion de leurs contributions scientifiques à la *RAC*. Par conséquent, ils acceptent toutes modifications formelles liées aux contraintes de leur mise en page et de leur mise en valeur.

De plus, les contributions publiées par la *RAC*, ne pouvant faire en aucun cas l'objet d'une autre publication, sont autorisées sous la Licence CC-by-nc-nd (autorisation de partager, copier, reproduire, distribuer et communiquer l'oeuvre originale par tous moyens et sous tous formats, sans modifications, dans un but scientifique, pédagogique ou promotionnel, sauf à des fins commerciales).

Les auteurs doivent être crédités de la paternité de leurs contributions et la source indiquée. Ce droit à la paternité des contributeurs est scrupuleusement respecté en cas d'utilisation de leurs oeuvres (Prénom, Nom, titre de la contribution, Nom de la Revue, Numéro, Année de publication, N° de la page d'où est tiré l'extrait).

SOMMAIRE

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <i>Avant-propos</i> | I-XI |
| | |
| <i>Éthique de la violence et ethos politique</i> <i>Ethics of violence and political ethos</i> | |
| Alioune Dieng & François xavier Diémé | 3-27 |
| | |
| <i>Santé sans CFA : stratégies communautaires de prise en charge medicale en contexte de crise à Kédougou</i> <i>Health without cfa: community strategies and reinventing care in a crisis context in Kedougou</i> | |
| Babacar Cissé..... | 29-57 |
| | |
| <i>Gouvernance et communication politique en periode de crise : comment comprendre les actions souverainistes de la transition malienne ?</i> <i>Governance and political communication in times of crisis: how can we understand the sovereignist actions of the Malian transition?</i> | |
| Hama Yalcouyé..... | 59-77 |
| | |
| <i>La lutte contre la « désinhibition écologique » dans les pays du sud global via la communication publique et les participations citoyennes à l'ordre environnemental : le cas amazonien</i> <i>Confronting ecological disinhibition through public communication and citizen participation adapted to the climate of impunity: the amazonian case</i> | |
| Pierre Cilluffo Grimaldi..... | 79-102 |
| | |
| <i>Les logiques manipulatoires des relations publiques en contexte électoral en république de Côte d'Ivoire</i> <i>The manipulative logic of public relations in the electoral context in the Republic of Côte d'Ivoire</i> | |
| Guillaume Yao Kouakou..... | 105-126 |
| | |
| <i>Désinformation et communication politique en ligne en temps de crise : le cas de la transition politique tchadienne en 2024</i> <i>Disinformation and online political communication in times of crisis: the case of chad's political transition in 2024</i> | |
| Kidana Alice Gali..... | 127-148 |
| | |
| <i>Bots, communication politique et polarisation numérique : dynamiques informationnelles lors de l'élection présidentielle sénégalaise de 2024</i> <i>Bots, political communication and digital polarization: information dynamics during the 2024 Senegalese presidential election</i> | |
| Papa Djibril Ngom & Kouassi Sylvestre Kouakou..... | 149-176 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <i>Repenser la communication dans les opérations de soutien à la paix en Afrique</i> <i>Rethinking communication in peace support operations in Africa</i> | |
| Abel Hubert Mback Wara..... | 177-195 |
| <i>Radiodiffusions communistes et formation politique des militants de l'union des populations du Cameroun (UPC) 1955-1971</i> <i>Communist radio broadcasts and political training of militants of the union of the peoples of Cameroon (UPC) 1955–1971</i> | |
| Oumarou Gnebora..... | 199-224 |
| <i>Presence et representation du Groupe Wagner dans les titres de presse: cas de Jeune Afrique et de Le Monde (2022-2023)</i> <i>Presence and representation of the Wagner Group in press headlines. The case of Jeune Afrique and Le Monde (2022–2023)</i> | |
| Sali Bouba Oumarou..... | 225-252 |

AVANT-PROPOS

Le numéro 7 de la *Revue Africaine de Communication* (RAC) est consacré au thème suivant : « Communication politique et crises contemporaines ». En effet, les crises contemporaines, qu’elles soient climatiques, sanitaires, économiques, sociales ou politiques, par leur caractère disruptif, se révèlent être des catalyseurs qui mettent à l’épreuve la solidité de nos systèmes politiques et sociaux. Elles imposent une réévaluation profonde des discours et des pratiques de communication politique. Dans un contexte mondial marqué par une défiance croissante à l’égard des institutions, une polarisation à outrance de l’opinion publique et une circulation ultra-rapide de l’information via les médias sociaux, la communication politique se trouve confrontée à un double défi. D’une part, elle est déstabilisée par la perte de maîtrise des flux informationnels et des narratifs ; d’autre part, elle se voit renouvelée par l’émergence de nouveaux outils et de nouvelles formes d’engagement citoyen.

Ainsi, comme l’a souligné Wolton (1989), la communication politique ne saurait se réduire à une simple transmission d’informations. Elle constitue un champ de tensions permanentes où s’affrontent des enjeux de légitimité et de pouvoir. Les crises récentes et actuelles exacerbent ces tensions sous-jacentes, opposant transparence, intégrité et contrôle de l’information, urgence et réflexivité, élitisme et populisme, réalisme politique et démagogie, sans oublier les tensions entre dynamiques géopolitiques mondiales et replis nationalistes. La manière dont ces crises sont gérées met en lumière les stratégies par lesquelles les acteurs politiques, les médias et les mouvements citoyens s’approprient, remettent en question ou réajustent leurs discours et leurs dispositifs communicationnels pour faire face à des défis sans précédent (Cardon, 2019).

Ce numéro thématique se donne à lire comme une démarche pour cerner la manière dont les crises contemporaines multiformes modifient profondément les relations dynamiques entre les gouvernants, les acteurs des médias et les citoyen(ne)s.

Étant donné le caractère interdisciplinaire des sciences de l’information et de la communication, il s’inscrit dans la problématique des changements multiples induits par les crises dans leurs différentes dimensions.

Par ailleurs, la communication politique en période de crise constitue un terrain conflictuel sur le plan informationnel, où la recherche de la confiance publique se confronte à une propagation exponentielle de la désinformation. Ce phénomène est généralement défini comme « une manipulation délibérée de l'information, des [faits] dans le but d'induire en erreur le récepteur et [d'altérer] ainsi son jugement, sa décision et son action » (Kouakou, 2023, p. 2). En d'autres termes, les faits, souvent complexes et incertains, sont sujets à des distorsions accentuées et présentés sous les vocables *fake news*, *deepfakes*, théories du complot et infox. Ces distorsions sont amplifiées par la viralité des réseaux sociaux, participant de l'ère de « post-vérité » (Bronner, 2013), où l'émotion et la croyance prévalent souvent sur les faits. La crise du Covid-19 a illustré de manière frappante comment des messages contradictoires et des *fake news* ont pu éroder la confiance envers les institutions et entraver les efforts de santé publique (Kouakou, 2021). De ce fait, la désinformation, particulièrement en contexte de crise, peut compromettre la crédibilité des institutions, exacerber les divisions sociales et rendre inefficaces les politiques publiques.

Dans ce point de vue, la polarisation politico-médiaitique constitue un phénomène croissant dans les démocraties contemporaines, où les discours politiques se radicalisent à travers les médias traditionnels et les plateformes numériques. Cette dynamique exacerbe les clivages idéologiques et simplifie excessivement les débats publics les cantonnant à une vision binaire. Il pose ainsi des défis majeurs pour la démocratie, notamment en termes de désinformation, d'érosion de la confiance dans les institutions et de fragmentation de l'espace public (Bail, 2023).

Cette problématique s'inscrit dans un champ de recherche déjà riche, qui a longtemps étudié l'influence des médias, notamment télévisuels, sur les actions politiques (Bourdieu, 1996; Le Bohec, 2013). L'avènement des émissions politiques (Neveu, 2001 ; Delporte, 2012) et des nouveaux médias numériques a toutefois transformé les modalités de couverture de l'actualité politique. Certains travaux mettent en lumière leur influence sur l'opinion publique (Derville, 2017 ; Neveu, 2017), tandis que d'autres explorent leur impact sur la reconfiguration

du champ politique (Desrumaux et Nollet, 2021 ; Lalancette et Bastien, 2024).

Dans cette perspective, la communication politique se trouve aujourd’hui au cœur d’une crise de la représentation qui fragilise les démocraties contemporaines. Celle-ci, caractérisée par une défiance croissante des citoyens envers leurs représentants et les institutions, trouve ses racines dans un sentiment de déconnexion entre les attentes populaires et les réponses politiques. Les mouvements sociaux, comme les Gilets jaunes en France (2018), le Balai Citoyen au Burkina Faso (2013), le Printemps arabe en Afrique du Nord (2011) ou Y’en a marre au Sénégal (2011) illustrent parfaitement comment la communication politique peut être réappropriée par les citoyens pour contester l’ordre établi et proposer des alternatives. Ces mouvements, souvent nés des contextes de marginalisation politique, économique et sociale, ont su créer une synergie entre l’art, la politique et la communication en ayant recours à des symboles forts, à des récits mobilisateurs et à des outils de communication moderne pour amplifier leurs revendications et contourner les structures traditionnelles du pouvoir (Frère, 2015). Pierre Rosanvallon, dans *La contre-démocratie* (2006), souligne que cette défiance n'est pas un phénomène passager, mais une caractéristique structurelle des démocraties modernes, où les citoyens réclament davantage de transparence, de participation et de légitimité.

Dans ce contexte, la communication politique joue un rôle ambivalent. D’un côté, elle est souvent perçue comme un outil de manipulation ou de propagande, renforçant la méfiance des citoyens. De l’autre, elle possède le potentiel de renouer le lien entre les institutions et les citoyens, à condition de se transformer en un véritable espace de dialogue participatif. Cette dualité invite à une réflexion approfondie sur les dynamiques actuelles de la représentation politique, le rôle des médias dans la construction de l’opinion publique et les nouvelles formes de participation citoyenne.

Ainsi, il va sans dire que les crises, par définition, constituent des moments de rupture qui, en générant de l'incertitude, déstabilisent l’ordre établi au sein des sociétés. Dans ces contextes où les repères sont brouillés et la confiance envers les

institutions mise à l'épreuve, la communication devient un levier stratégique pour expliquer, rassurer et influencer l'opinion publique. Elle offre une grille de lecture de la crise pour orienter le cadre interprétatif (*framing*), façonner les représentations sociales (Entman, 1993 ; Correa 2022) et conditionner les comportements collectifs.

La récente crise sanitaire de la Covid-19 a montré le rôle déterminant de la communication dans la stratégie de riposte pour lutter contre la pandémie. Dans un contexte marqué par la gestion de l'incertitude, où les gouvernants ont été contraints de prendre des décisions impopulaires ou coercitives, le recours à la rhétorique politique a constitué un outil de gouvernance pour créer une « ingénierie du consentement » (Bernays, 1928) et favoriser l'adoption de comportements « sains ». Il fait appel au nécessaire « travail politique de construction cognitive, normative et institutionnelle de la crise » (Bouzon, 2004 ; Crespin et Clavier, 2022).

L'émergence de nouvelles formes d'expression sociale et de pratiques culturelles à partir de mai 68 est le point de départ d'une redéfinition constamment renouvelée des rapports sociaux et des phénomènes de contrôle du pouvoir politique, économique et culturel. Avec l'explosion des techniques, des théories et des technologies de l'information et de la communication dans les années 70, ce phénomène dépasse les frontières des États (Miège, 2004). On assiste alors à la naissance du mythe de la société de l'information (Gerstlé, 2007), qui pose les jalons d'un espace social post-industriel globalisé, où domine, non plus seulement l'économie et la politique, mais aussi, et de façon plus probante et incontrôlée une forme d'impérialisme culturel qui fonde l'hégémonie sur le triptyque intérêt/technologie/communication.

Ce nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC), sur lequel se penche l'UNESCO de 1977 à 1980 (Miège, 2004), découle d'une informatisation à outrance de la vie sociale ouvrant la voie à des formes nouvelles de communication politique et stratégique (marketing politique, communication digitale, etc.), d'exercice de la liberté d'expression (E-liberté) et de la démocratie (E-démocratie) dans lesquelles les enjeux économiques sont dilués dans une

réorganisation de l'économie capitaliste ayant la technique et la culture comme bras armés du capitalisme. Ainsi, l'abolition des distances géographiques accentue les conflits culturels, politiques et commerciaux entre les nations (Wolton, 2001).

Cette nouvelle donne s'accompagne d'une montée du populisme et du nationalisme dans les démocraties occidentales (États-Unis, Italie, Autriche, Allemagne, France...). On assiste alors à une révolution de la communication politique qui, en devenant directe, soutenue et incisive, s'adresse à l'imaginaire des peuples (Naves, 2017). La frénésie des déclarations chocs sur les réseaux sociaux numériques noue et défait les relations internationales et les traités commerciaux. En toile de fond, des lobbies et des multinationales, véritables groupes de pression et d'influence au service de l'impérialisme économique et culturel, s'activent pour imposer leur domination (Braud, 2006) à travers des réseaux sociaux numériques et des circuits commerciaux et financiers qu'ils contrôlent entièrement.

L'intégrité de l'information constitue un enjeu majeur dans les dynamiques des conflits contemporains et le repositionnement géopolitique des États et des acteurs internationaux (Arquilla et Ronfeldt, 1999). À l'ère du numérique et des guerres hybrides, l'information est devenue un champ de bataille où s'affrontent intérêts étatiques, économiques et idéologiques. Sa manipulation – qu'elle soit biaisée, tronquée ou falsifiée – est devenue une arme stratégique influençant les rapports de force mondiaux (Douzet, 2014 ; François & Lin, 2020). La lutte pour l'intégrité de l'information représente ainsi un enjeu majeur pour la stabilité internationale et le repositionnement des acteurs dans l'ordre mondial (Miskimmon, O'Loughlin & Roselle, 2013 ; Lasswell, 1927).

Dans un contexte où la lutte pour le contrôle des narratifs s'intensifie, il devient crucial d'examiner les mécanismes de manipulation, les régulations possibles et la capacité des sociétés à s'adapter à ces nouvelles formes de conflits informationnels. L'avenir des relations internationales dépendra largement de la manière dont les acteurs géopolitiques gèreront cet enjeu sans compromettre les principes démocratiques fondamentaux (Chomsky & Herman, 2008 ; Nye, 2005 ; Rid, 2020 ; Diagne, 2024 ; Castells, 2009 ; Camara, 2015 et 2018).

Inhérente à la gestion du pouvoir, la communication constitue une dimension importante de l'agir politique. Elle a connu de profondes mutations à l'ère du numérique avec l'avènement de nouveaux espaces de prises de parole et de mobilisations citoyennes (Granjon, 2005). Partie intégrante des dispositifs de communication contemporaine, les réseaux sociaux favorisent le renouvellement des modalités et formats du dire politique et créent de nouvelles dynamiques dans les stratégies de conquête ou de conservation du pouvoir qui méritent d'être questionnées sous l'angle de la communication politique en contexte de crise. L'usage des réseaux sociaux par les leaders politiques, la montée en puissance des influenceurs sur Internet et la prolifération de la désinformation sont autant de phénomènes qui interrogent les mécanismes actuels de persuasion, de légitimation et de construction de sens dans l'espace public (Greffet 2016 ; Douyère et Rieffel, 2019 ; Badouard, 2021).

La communication numérique dans le champ politique, ce sont aussi les nouvelles formes de mobilisations citoyennes, déconnectées des appareils politiques traditionnels et qui visent à replacer le citoyen au cœur du débat démocratique grâce aux technologies numériques regroupées sous le terme de *civic tech* (Cardon, 2019). En contexte de crise, ces technologies civiques peuvent-elles contribuer à restaurer la confiance entre gouvernants et gouvernés ? Peuvent-elles favoriser une réappropriation du débat démocratique par les citoyens ?

Dans ce numéro thématique de la *RAC* (2025), des chercheurs, à travers leurs travaux scientifiques, ont réfléchi sur la communication et la philosophie politiques dans leurs rapports avec la gouvernance politique, la communication de crise, la propagande et le rôle des médias dans la construction de l'opinion.

Dans leur contribution, Alioune Dieng et François Xavier Diémé donne une nouvelle lecture des tensions idéologiques et religieuses en Italie et en France aux XVe et XVIe siècles en fondant leur réflexion sur la promotion d'un projet politique et social qui vise une stabilité durable et non l'expression débridée des libertés citoyennes et des convictions religieuses. Ainsi, ils montrent que le génie et la rhétorique politiques peuvent traduire l'expression ambiguë d'un humanisme civique et/ou

d'un *ethos* politique qui situent la communication politique et la violence idéologique dans des stratégies d'alerte et de veille politique.

Dans son article sur les dynamiques communicationnelles et politiques, Babacar CISSÉ analyse les Mécanismes Endogènes de Financement de la Santé (MEFS) en contexte de crise pour mettre en évidence des formes d'innovation sociale dans lesquelles la santé devient un bien commun négocié, façonné par des logiques de solidarité, d'autonomie et de gouvernance hybride. Hama Yalcouyé, quant à lui, s'intéresse à la communication politique souverainiste adoptée par la transition militaire malienne afin de mieux comprendre les succès et les échecs enregistrés par les différents régimes en matière de gouvernance et de gestion sécuritaire.

La contribution scientifique de Pierre Cilluffo Grimaldi explore les dynamiques de participations citoyennes en Amazonie afin d'ouvrir de nouvelles possibilités à la communication publique et à la participation citoyenne à travers la conscientisation des masses et la dénormalisation d'un crime environnemental.

En se penchant sur la crise de réputation des institutions électORALES ivoiriennes, Kouakou guillaume Yao analyse l'usage des logiques manipulatoires et du capital émotionnel dans les stratégies d'influence de l'opinion en contexte électoral. Dans ce chapitre de la propagande politique et de la manipulation des opinions, Kidana Alice Gali consacre ses travaux aux usages de Facebook dans l'espace de communication politique durant la transition politique tchadienne en 2024. Sa contribution montre le rôle ambivalent des plateformes numériques qui sont à la fois des instruments de pouvoir et des espaces de résistance et de contestation dans une double perspective de négociation permanente de la construction du réel et de la légitimité des acteurs politiques. Dans ce même registre de l'hybridation des espaces numériques, situés entre les pratiques citoyennes et les stratégies d'influence automatisées, Papa Djibril Ngom et Kouassi Sylvestre Kouakou interroge la place des bots dans la circulation de l'information et leur contribution à la fragmentation de l'espace public pour révéler l'orchestration narrative structurée, avec amplification coordonnée,

standardisation des contenus visuels et recyclage de hashtags, fruits d'une polarisation activement construite par des stratégies d'influence hybrides.

En mobilisant les concepts de la théorie constructiviste, Abel Hubert Mback Wara met en exergue les avantages tant potentiels que réels d'un usage stratégique de la communication dans les processus de paix déployés en Afrique, qui souffre d'une crise de la communication traduite par un usage marginal de l'information et de la communication stratégiques comme outils de pacification. Par ailleurs, Oumarou Gnebora à partir d'une analyse critique de données recueillies à Douala, analyse l'apport probant des radios communistes dans la formation des militants de l'UPC de 1955 à 1971, période marquée par les luttes nationalistes au Cameroun.

Enfin, en s'appuyant sur un corpus constitué des titres d'articles de deux médias de référence, *Jeune Afrique* et *Le Monde*, publiés en ligne du 1er février 2022 au 28 février 2023, Sali Bouba Oumarou s'intéresse à la place du groupe Wagner dans le discours médiatique et les stratégies géopolitiques. Son analyse des contenus médiatiques montre que l'intérêt suscité par la présence du groupe paramilitaire russe en Afrique met l'accent sur les marqueurs de pouvoir et les jugements liés au traitement médiatique de cette présence.

Toutes ces contributions scientifiques montrent que la violence, les médias et la nouvelle donne numérique redéfinissent les espaces publics, politiques et géopolitiques à travers le renouvellement incessant des stratégies de communication, de manipulation et de lutte politiques.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- Arquilla, J., & Ronfeldt, D. (1999). *The Emergence of Noopolitik: Toward an American Information Strategy*. Rand Corporation.
- Bail, C. (2023). *Le prisme des réseaux sociaux. Polarisation politique sur Internet*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Bernays, E. (2008). *Propagande*. Paris : Édition Zones/La Découverte (Œuvre originale publiée en 1928, *Propaganda*, New York City: Horace Liveright).
- Bourdieu, Pierre (1996). *Sur la télévision. Suivi de l'emprise du journalisme*. Paris : Raisons d'agir.

- Bouzon, A. (2004). *La place de la communication dans la conception de systèmes à risques*. Paris : L'Harmattan.
- Braud, P. (2006). *Sociologie politique*, 8e édition. Paris : Librairie Générale de Droit et de France.
- Bronner, G. (2013). *La démocratie des crédules*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Camara, M. (2018). « Dire, montrer l'extrême du terrorisme. L'iconographie des attentats de Paris et de Bruxelles à la Une de la presse européenne ». *Revue Sciences et Techniques du Langage*, n° 14, 72-96.
- Camara, M. (2015). Crise structurelle des organes de régulation en Afrique de l'Ouest : impacts médiatiques, déficits démocratiques. Le cas de la Côte d'Ivoire et du Mali. *Revue africaine de communication*, n°1, 81-96.
- Cardon, D. (2019). *Culture numérique*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Castells, M. (2009). *Communication Power*. Wellington Square, OX.: Oxford University Press.
- Badouard, R. (2021). *Les nouvelles guerres de l'information. Désinformation et radicalisation de la vie publique*. Paris : Le Seuil.
- Cazeaux, G. (2024/4). La Fabrique de l'opinion numérique : des citoyens sous Influence. In *Cités*, n°1000, 313-326.
- Correa, P. (2022). De l'international aux nations. La communication publique sur la pandémie du Covid-19. Exemple du Sénégal. *Revue africaine de Communication, Nouvelle Série*, n°5, 80-93.
- Crespin, R., & Clavier, C. (2022). *Des crises sanitaires aux crises politiques*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Derville, G. (2017). *Le pouvoir des médias*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Desrumaux, C. & Nollet, J. (dir.) (2021). *Un capital médiatique ? Usages et légitimation de la médiatisation en politique*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Diagne, Y. (2024). Les médias sociaux et le désordre de l'information : perspectives neuroscientifiques et psychologiques. *Revue africaine de la communication*, Nouvelle Série, n°6, 121-141.
- Douyère, D., & Rieffel, R. [(dir.) (2019)]. *La communication politique*. Paris : Armand Colin.

- Douzet F. (2014). La géopolitique pour comprendre le cyberespace, *Hérodote*, vol. 1-2, n° 152-153, 3-21.
- Entman, R. M. (1993). Framing: Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51-58. <<https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.1993.tb01304.>>.
- François, C. & Lin, H. (2020). Cartographier un angle mort : la surprise stratégique des opérations informationnelles russes sur les réseaux sociaux en 2016. *Géopolitique de la datasphère*, n°177-178, 3-21.
- Granjon, F. (2005). L'Internet militant. Entretien avec Fabien Granjon. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 79, n°79, 24-29.
- Greffet, F. (2016). *Internet et la campagne présidentielle de 2012*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Herman, E. & Chomsky, N. (2008). *La fabrication du consentement: l'économie politique des médias de masse*. Londres : Bodley Head.
- Jost, J. T. et al. (2018). Comment les médias sociaux facilitent la protestation politique : information, motivation et réseaux sociaux. *Political Psychology*. <<https://doi.org/10.1111/pops.12478>>.
- Kouakou, K. S. (2021). Médias sociaux et covid-19 : analyse des pratiques informationnelles des étudiants sénégalais sur WhatsApp. *Revue Africaine de Communication*, n°4, 35-58. <<http://dx.doi.org/10.61585/pud-rac-nsn403>>.
- Kouakou, K. S. (2023). Esprit critique et lutte contre la désinformation Une étude des habiletés à la pensée critique des étudiants primo-arrivants. *Balisages*, n°7, p.1-21. ISSN 2724-7430. <<https://dx.doi.org/10.35562/balisages.1274>>.
- Lasswell, H. D. (1927). La théorie de la propagande politique. *Revue de science politique*, Vol. 42, tome L, 627-631, doi : 10.2307/1945515
- Le Bohec, J. (2013). *Élections et télévision*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Naves M.-C. (2017). Donald Trump ou la communication incantatoire. In Arnaud Mercier (éd.), *La communication politique*. Paris : CNRS, 149-158.
- Miège B. (2004). L'économie politique de la communication. In *Hermès*, 38, *Les SIC : savoirs et pouvoirs*, 46-54.

- Miskimmon, A., O'Loughlin, B., & Roselle, L. (2013). *Strategic Narratives: Communication Power and the New World Order*. New York/London: Routledge.
- Nye, J. (2005). *Soft power. The means to success in world politics*. New York City: Public Affairs.
- Pariser, E. (2011). The filter bubble. What the internet is hiding from you. Penguin Books. *Singulière*. Paris : L'Harmattan.
- Rid, T. (2020). *Active Measures: The Secret History of Disinformation and Political Warfare*. New York City: Farrar, Straus & Giroux.
- Rosanvallon, P. (2006). *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*. Paris : Seuil.
- Rosnay, J. (2006) *La révolte du pronétariat: Des mass média aux médias des masses*. Paris: Fayard
- Vilenchik, N. K., Baden, C. & Yarchi, M. (2020). Interpretative Polarization across Platforms: How Political Disagreement Develops Over Time on Facebook, Twitter, and WhatsApp. *Social Media + Society*. <sagepub.com>. DOI: 10.1177/2056305120944393>.
- Wolton, D. (1989). La communication politique : construction d'un modèle. *Hermès, La Revue*, 1 (1), 27-42.
- Wolton, D. (2001). La communication, un enjeu scientifique et politique majeur du XXIe siècle. In *L'Année sociologique*, vol. 51, 309-326.

Pr Kouassi Sylvestre KOUAKOU
Dr Yacine DIAGNE
Dr Mamadou Diouma DIALLO

**GOUVERNANCE POLITIQUE
&
COMMUNICATION PUBLIQUE**

LA LUTTE CONTRE LA « DESINHIBITION ECOLOGIQUE » DANS LES PAYS DU SUD GLOBAL VIA LA COMMUNICATION PUBLIQUE ET LES PARTICIPATIONS CITOYENNES A L'ORDRE ENVIRONNEMENTAL : LE CAS AMAZONIEN

CONFRONTING ECOLOGICAL DISINHIBITION THROUGH PUBLIC COMMUNICATION AND CITIZEN PARTICIPATION ADAPTED TO THE CLIMATE OF IMPUNITY : THE AMAZONIAN CASE

Pierre Cilluffo GRIMALDI

Chercheur associé GRIPIC CELSA Sorbonne Université
PHEEAC - Université des Antilles
cilluffopierre@yahoo.com

Résumé

Cet article de recherche exploratoire propose de porter une attention aux dynamiques de participations citoyennes en Amazonie, particulièrement celles se jouant de manière infra-politique dans la grammaire du quotidien. Actualisant le modèle sociologique de « la vitre cassée » aux enjeux environnementaux, notre réflexion culturellement située s'ouvre au Sud Global. Ce modèle permet d'ouvrir de nouvelles possibilités à la communication publique, la participation citoyenne et à la spectacularisation de l'action étatique sur l'environnement afin d'imposer de nouvelles normes respectueuses du bien commun. Une perspective originale de communication publique dans des contextes à hauts-risque subissant l'incrustation sociale du problème écologique avec des normes de déforestation socio-historiques. Ainsi, nous mettrons en perspective une situation de « désinhibition écologique » au sein d'un territoire symbolique de la mondialisation via l'analyse des stratégies de la communication publique et de la participation citoyenne. Une communication publique permettant la conscientisation des masses et la dénormalisation d'un crime environnemental : la déforestation. Notre approche ethnographique de la participation est le fruit de notre expérience de terrain (observations, entretiens) de plusieurs mois sur place en Amazonie.

Mots clés : Communication publique, Amazonie, Sécurité environnementale, COP30, Participation citoyenne.

Abstract

This exploratory article proposes to update the sociological model of "broken window theory" to the issues of environmental protection, with the Brazilian Amazon as a specific case of analysis. This model opens up new possibilities for public communication and citizen participation in order to impose new standards that respect the common good. Thus, we respond to a situation of "ecological disinhibition" in a country of the South and a symbolic territory of globalization via the force of public communication. A communication allowing the awareness of the masses and the denormalization of an environmental crime: deforestation. Our socio-pragmatic approach is the result of our field experience (observations, interviews) of several months on site in the Amazon, particularly in the state of Pará.

Key words

Public communication; Amazonia rainforest; Environmental security; COP30; Citizen participation.

Introduction

Penser l'écologie dans des zones de non-droits ou institutionnellement défaillantes n'est pas semblable à la conscientisation à l'écologie en Europe Occidentale. Voici une attention aux dynamiques locales de l'Amazonie à l'approche de la COP 30, particulièrement celles se jouant de manière infra-politique. Elle permettra de donner quelques préconisations concrètes pour l'Amazonie et sa population. Ainsi, nous analyserons une situation de « désinhibition écologique » (Fressoz, 2011) dans un territoire symbolique de la mondialisation en étudiant les stratégies de communication publique et de participation citoyenne. Une communication permettant la sensibilisation des masses et la dénormalisation d'un crime environnemental : la déforestation. Notre approche ethnographique de la participation (Cefaï, 2012) est le fruit de notre expérience de terrain de plusieurs mois sur place en Amazonie dans l'état du Pará en immersion ethnographique. Mais aussi, nos anciennes observations participantes en Afrique du Sud permettent à la réflexion de s'ouvrir au Sud Global et particulièrement aux BRICS+.

L'avenir eschatologique de l'Amazonie, tiraillée entre une volonté de préservation internationale et les risques de continuation d'un chaos environnemental, se détermine via la fin

d'un climat d'impunité concernant la déforestation. Nous proposons comme hypothèse que l'avenir de l'Amazonie repose en grande partie sur la fin de l'impunité perçue, rendue possible par une communication publique efficace. Cette situation peut en inspirer d'autres dans les pays du Sud, où la « désinhibition écologique » multiniveau fait perdurer des situations de crimes environnementaux défavorables aux populations et gouvernements en place. Ensuite, nous aboutirons à l'actualisation écologique du modèle de la « vitre cassée » ; en son sein demeure une force à saisir pour la communication publique et les participations citoyennes afin d'imposer de nouvelles normes respectueuses du bien commun. *In fine*, il s'agira de s'interroger sur les types de participations à l'ordre environnemental au sein du Sud Global, distincts de la conversation démocratique classique (Schudson, 2012) et de l'éthique de la discussion Habermassienne (Neveu, 2024).

1. Climat d'impunité et actualisation de la théorie de la « vitre cassée » : un enjeu de communication publique et de participations citoyennes à l'ordre environnemental

En Amazonie, le sentiment d'impunité globale ouvre la voie au développement des crimes environnementaux comme la déforestation illégale. Nous reviendrons objectivement et statistiquement sur ce constat. Si l'action publique ne décide pas de réagir avec des actions symboliques et communicationnelles de rétablissement de l'ordre contre le chaos environnemental, l'extension de ce phénomène paraît irréparable. L'impunité perçue représente donc un message de communication publique essentiel à prendre en compte pour les politiques environnementales. A notre sens, ce parallèle entre médiatique, environnemental et ce cadre théorique de la « vitre cassée » reste à explorer afin de mieux comprendre l'écologie vue du Sud. Loin de la fausse vision d'un simple outil répressif, ce modèle sociologique ouvre des portes de réflexions nouvelles à l'écologie. C'est sur le terrain, riche d'une expérience de plusieurs mois en Amazonie dans l'état du Pará et aux premières loges de la déforestation, que cette idée nous a semblé adaptée à la réalité du territoire. En observant sur le terrain la

«communication de combat » (Libaert & Pierlot, 2015) des acteurs engagés pour la cause des peuples indigènes, nous avons constaté le courage des défenseurs de l'environnement face aux risques vitaux qu'ils encourent, dans un climat d'impunité global autour des crimes environnementaux.

En premier lieu, la théorie de la « vitre cassée » (Wilson & Kelling, 1982) postule qu'un environnement physique ordonné et bien entretenu constitue un signal indicateur de la surveillance exercée sur un territoire donné, dissuadant par conséquent les comportements déviants en suggérant leur intolérance institutionnelle. À l'inverse, un climat de désordre dans ce cadre théorique renvoie à installer un cercle vicieux qui engendre un délabrement généralisé du lien social avec des incivilités et une criminalité diverse en augmentation.

Ainsi, l'environnement social façonne le comportement des individus et la participation des citoyens au maintien du cadre de vie est la clef. Par exemple, considérant un bâtiment avec quelques vitres brisées, si elles ne sont pas réparées, cela sera un signal renvoyé à tous et l'atmosphère du lieu peut changer rapidement et devenir un squat. Nous insistons dans ce cadre théorique sur le caractère symbolique des messages de violence dans les espaces concernés et le rôle du maintien de la participation dans l'espace public informel riche en proximité de voisinages. Le sociologue François Dieu rappelle qu'il s'agit de « manifestations d'une violence à la fois effective et symbolique, ces phénomènes ont pour effet de brouiller la vie sociale et d'installer durablement la méfiance dans les relations interindividuelles, de sorte que, dans ce climat dans lequel l'individu est tenté de se retirer de l'espace public et de se replier sur lui-même » (Dieu, 2007). En Amazonie, le sentiment de désordre environnemental, de « vitres cassées » ou arbres coupés jonchant les chemins de terre, représente un accélérateur de la déforestation illégale. L'impunité perçue et de désordre représente un message de communication publique essentiel à prendre en compte. Cette théorie n'évoque pas le « crime environnemental » précisément, mais nous croyons utile de l'inclure.

Cette situation d'impunité n'est pas propre à l'Amazonie brésilienne et se retrouve dans diverses zones du Sud Global,

notamment en Afrique du Sud ou en Inde (BRICS+). Nous avons donc entamé une recherche minutieuse pour constater ou non la présence de cette réflexion théorique ailleurs dans le monde dans les pays du Sud. Et nous avons trouvé une réflexion semblable à la nôtre en Inde. De la sorte, le chercheur Ramesh Rengasamy, expert en changement social et communication pour le développement, décrit lui aussi la théorie de la vitre cassée comme un outil essentiel de la « Behavioural Change Communication », au sein de ses cours universitaires sur les méthodes de sensibilisation à l'environnement. Par exemple, le chercheur explique que la lutte contre la pollution plastique généralisée en Inde, comme dans d'autres pays en développement, doit passer nécessairement via une réflexion sur le climat de désordre. Il incite à réactualiser au niveau environnemental la théorie sociologique de la « vitre cassée » dans d'autres contextes (Rengasamy, 2016).

En effet, la transformation des pratiques habituelles requiert une action ciblée sur la structuration et l'évolution des normes sociales qui prévalent dans un groupe donné. L'intériorisation de la propreté comme standard social légitime induit une dynamique de contrôle social, où les individus dont le comportement s'écarte de cette norme font l'objet d'une désapprobation collective susceptible de renforcer leur marginalisation. Cette pénalisation sociale demande indirectement et directement une participation du citoyen à la construction du nouvel ordre environnemental. Le chercheur Ramesh Rengasamy se mettant à la place d'un citoyen lambda donne l'exemple de la pensée populaire aujourd'hui sur la pollution plastique : « Crois-moi, je ne suis pas le premier à jeter mes poubelles ici ». La continuation d'un « à quoi bon ? » en comparaison à un voisin déjà déviant empêchera la situation de changer. Ce sentiment de banalité, de récurrence d'un geste simple contre l'environnement (jeter ses poubelles dans la nature) doit être compris globalement. Une simple sensibilisation environnementale n'apportera pas grand-chose, les gens savent déjà la portée de leur geste. Le climat de désordre environnemental normalise la déviance environnementale ; c'est-à-dire que le fait de jeter dans la rue ses poubelles semble non problématique, puisque c'est la norme historique. Ainsi, il

n'y a que la participation citoyenne via une pénalisation sociale qui serait en mesure de changer le climat d'impunité. C'est impossible de donner cette fonction aux forces de l'ordre ou instances publiques devant l'ampleur du phénomène, le citoyen est la clef.

De la même manière, la déforestation en Amazonie, l'orpaillage illégal est un acte normalisé où les populations connaissent souvent la portée de ce geste. Historiquement, la boîte d'allumettes et la hache étaient des outils classiques et les symboles du travail agricole au sein de l'identité des « frontiers pionniers » (Théry, 2016). Aujourd'hui, les choses évoluent lentement et l'impunité perçue des legs du Bolsonarisme aggrave la situation, puisque la déforestation est encore trop localement interprétée comme une action banale. Une norme se lisant dans les discours de pouvoir (Charaudeau, 2005). Rappelons cette histoire personnelle de l'ancien président Brésilien Jair Bolsonaro, riche de sens, où l'utopie d'un « El Dorado » néo-colonialiste est encore vivante. Dans son temps libre, ce dernier déclare en cohérence avec sa personnalité : « le plus souvent possible » (Audi, 2018) vouloir arpenter illégalement les rivières à la recherche d'or. Avec une fierté identitaire singulière, il explique que c'est une pratique inscrite dans son sang et apprise dans sa tendre enfance par son père. Depuis des générations, la population Amazonienne baigne ainsi dans un esprit de conquête sur la nature et une « utopie de progrès » Brésilienne envers l'Amazonie (Grimaldi, 2024).

Pour répondre à ce chaos environnemental, l'actualisation écologique de la théorie de la « vitre cassée » offre de nouvelles perspectives pour la communication publique et la participation citoyenne, permettant à la fois de mieux protéger une nature menacée et ses populations. Dans des environnements complexes, la communication publique doit prioritairement définir son ciblage socio-politique et ajuster ses stratégies en fonction des contextes à haute intensité et non-occidentalisés. En d'autres termes, la réponse de la communication publique n'a pas à faire de la sensibilisation environnementale uniquement dans le cadre d'une démocratie apaisée ou des normes occidentales d'état de droit. Le processus de participation à l'écologie pourrait aussi se diversifier et parier sur la fin de

l’impunité perçue. Pour contrer cette impunité diffuse au Brésil, l’actuel président Luiz Inácio Lula da Silva se trouve à la recherche d’un équilibre précaire. Ainsi, il serait nécessaire d’activer les leviers sociaux de participations et d’acceptation sociale (Yates & al, 2023) de la décision du « zéro déforestation », présent en tête de son programme, et qui peine à se matérialiser dans les faits. Nous observons un mandat de Luiz Inácio Lula da Silva relativement positif à ses débuts par rapport à son prédécesseur sur la diminution de la déforestation en Amazonie dans une logique de « dé-bolsonarisation » de la société (Estrada, 2022) et en demi-teinte (Rodrigues, 2023) sur d’autres enjeux écologiques (par exemple, l’affaire du porte-avion coulé). En effet, la force publique au Brésil s’attaque de nouveau au problème de l’orpaillage illégal et ses garimpeiros, avec une certaine volonté politique et sécuritaire. L’armée de l’air s’est déployée fortement pour le contrôle aérien du territoire indigène Yanomami. Néanmoins, le climat d’impunité ne se résout pas sur le court terme et demande une large participation. Dans ces opérations de terrain, le Brésil manque encore de moyens pour lutter contre l’orpaillage avec un système encore « trop fragile », admet Joenia Wapichama (AFP, 2023) la présidente de l’organe de protection des peuples indigènes FUNAI.

Nous observons donc que le climat d’impunité et de désinhibition écologique dessinera l’avenir du territoire. Nonobstant le climat d’impunité historique, il demeure une vraie évolution positive par rapport au mandat précédent et des promesses d’avenir dans le cadre de la COP30. Cette stratégie proposée semble d’ailleurs complémentaire avec la logique internationale de boycott, d’actions en justice médiatisées (devoir de vigilance) contre les produits issus de la déforestation. Dans notre « société du jugement » (D’Almeida, 2007) en Occident, tous les niveaux de la vie économique est déjà bousculé par ces stratégies, la judiciarisation secoue le capitalisme moderne de la production jusqu’à la consommation finale. Une stratégie de communication publique de mise en accusation avec un objectif clair localement : la fin de l’impunité perçue.

Nous proposons donc une stratégie de communication publique de mise en accusation avec un objectif clair localement: la fin de l’impunité perçue. On pense à quelques pistes très

concrètes : communiquer par l'action policière symbolique et visible sur l'environnement contre des cibles informelles et formelles, multiplier les procès filmés des hauts responsables de ces crimes environnementaux. Il est envisageable aussi de multiplier les panneaux installés au bord des routes dans des zones ciblées avec différents slogans préventifs et dissuasifs. On pourrait imaginer par exemple un panneau : « La déforestation est un grave crime. Nous surveillons régulièrement la zone depuis les airs ». Le slogan étant accompagné d'un pictogramme d'arbre coupé barré et en-dessous en gros la figuration d'un drone aérien. Nous proposons aussi un logo plus moderne en faveur de l'institution publique IBAMA, puisque le logo actuel ayant presque 40 ans et priorise dans son design le bleu de l'océan. Pour rappel, l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (IBAMA) est une agence fédérale liée au ministère de l'Environnement du Brésil, chargée de la mise en œuvre de la politique nationale de protection de l'environnement, notamment la lutte contre la déforestation illégale, la surveillance des activités polluantes et le contrôle du trafic d'espèces sauvages. Voici un exemple informel qui donne une simple première piste :



Proposition concrète de panneau - Générée via l'IA Grok –
Pierre Cilluffo Grimaldi - 2025

Par ailleurs, cette même institution pourrait être amenée à renforcer ses moyens de sanction et sa présence sur le terrain, tant réel que numérique. Rappelons qu'il était encore possible sur Facebook en 2021 (RTBF, 2021) d'acheter facilement des terrains fraîchement défrichés illégalement en Amazonie, comme mis en lumière par le journaliste Dom Phillips, assassiné en juin 2022. De nos jours, il n'est pas si difficile de trouver ailleurs ces mêmes petites annonces. La régulation des petites annonces et des réseaux sociaux s'avère cruciale pour prévenir le crime environnemental, car elle permet de détecter et d'endiguer les trafics illicites d'espèces et de ressources naturelles souvent dissimulés via ces canaux. De plus, il apparaît que des « asymétries criminogènes » (Arroyo-Quiroz & Wyatt, 2019) renforcent ce type de trafic de ressources via des annonces souvent non-perçues dans leur degré de déviance. La notion d'« asymétries criminogènes » désigne les inégalités structurelles (économiques, juridiques, politiques, culturelles) entre pays ou régions qui favorisent l'émergence et la persistance de la criminalité environnementale, en permettant à des activités illégales de se fondre dans des circuits légaux ou de profiter de failles normatives et déséquilibrées de pouvoir. De nombreuses solutions existent et le Brésil a montré des progrès dans le cadre de la préparation de la COP30.

Cette nouvelle donne communicationnelle publique, de rupture avec un certain esprit de conquête sur l'environnement du Bolsonarisme comme norme identitaire (Maitino & Viera, 2024), peut refaire peser la crainte de la sanction sur les crimes environnementaux. Rendant sa force au glaive de la justice dans les destructions illégales de l'Amazonie. Parallèlement, il y a une communication de proximité à la rencontre des habitants, de la participation citoyenne, pour instaurer une forme de contrôle social sur cette dérive... Enlever ce sentiment de banalité historique et d'impunité à la destruction de l'Amazonie sera complexe et de long terme. Il dépendra du volontarisme politique et plus encore sa persévérence dans l'adversité des obstacles et legs du Bolsonarisme. Complexité accrue par l'hégémonie culturelle de ces régions, où la déforestation est profondément normalisée, puisque les trois états où Bolsonaro a obtenu le plus de voix au second tour sont situés en Amazonie

légale : Roraima (~76%), Acre et Rondônia (~70%)... À ce titre, nous restons sceptiques quant à la capacité d'une ligne d'intransigeance environnementale à s'imposer durablement, dans un contexte où une partie des acteurs politiques et économiques prônent une approche plus pragmatique, voire relativiste, de l'autorité contre le crime environnementale. Bien que certains membres du gouvernement, comme la ministre de l'Environnement Marina Silva, défendent publiquement cette rigueur, leur influence apparaît limitée sur des sujets clés, tels que l'exploitation des ressources énergétiques en zones sensibles (ex. : l'exploitation du pétrole au large de l'Amazone). À cet égard, le philosophe Slavoj Žižek met en perspective une forme de déni d'autorité dans la pensée post-moderne. Il prend un exemple qui est semblable à la difficulté d'assumer complètement la posture d'autorité forte en Amazonie au sein de la communication du gouvernement. Cet exemple précis ayant une résonance politique plus large. Le philosophe explique de manière un peu provocante que

dans une logique traditionnelle où l'autorité parentale ne se discute ni ne se négocie, un parent en conflit avec son enfant pour rendre visite à sa grand-mère dira : « tu y vas parce que je te l'ordonne, parce que c'est moi le parent ». La logique postmoderne consisterait au contraire à se décentrer par rapport à une image autoritaire et à dire à l'enfant : « fais-moi plaisir, si tu n'y vas pas, tu vas me faire de la peine, tu vas faire de la peine à ta grand-mère » (Žižek, 2004).

De là, Slavoj Žižek déduit une idée-force sur notre société actuelle, le « déni d'autorité » créait souvent une multiplicité de non-choix. C'est ici le non-choix de la répression et d'une communication publique dissuasive contre un crime environnemental relativement encore normalisé. L'image autoritaire pouvant résulter semble être le risque politique que beaucoup ne sont pas prêt à payer, au-delà de Marina Silva.

Par conséquent, l'impunité perçue n'est pas juste une statistique inanimée de délinquances, du nombre de morts, de milliers d'hectares partis en fumée à cause de la main de l'homme. Elle est aussi une perception d'impunité. Ainsi, la destruction accrue de l'Amazonie sous Bolsonaro est liée à cette impunité revendiquée comme un message politique indirect et perceptible directement par certains de ses soutiens ciblés

(*dogwhistle politics*). L'utilisation du *dogwhistle* en politique via un message codé permet d'obtenir le soutien d'un public visé précisément, sans susciter la colère des larges publics opposés. A l'instar des sifflets pour chiens à ultrasons, le message n'est capté que par une cible précise (non perceptible par l'oreille humaine). Le message Bolsonariste indirect « Liberté à la déforestation » étant donc une forme de *dogwhistle politics* aux impacts de long terme.

En résumé, la complexité de la situation de « désinhibition écologique » implique une pensée créative. La communication publique, son rôle historique issu de la rhétorique grecque pour réguler la vie de la Cité, se met au centre du processus de dénormalisation des comportements négatifs à l'environnement. Parallèlement, nous avons exploré le modèle de la « vitre cassée » actualisé au niveau écologique fondée sur l'exhortation et la dissuasion via la pénalisation sociale pour maintenir un ordre environnemental. In fine, cette participation des citoyens n'est pas facile à discerner et à pousser dans la quotidienneté. Mais, nous observons que d'autres solutions participatives existent et peuvent s'appliquer aussi dans une forme de luttes informelles contre les crimes environnementaux.

2. Du sentiment d'impunité vers la désinhibition écologique

Au Brésil, l'un des principaux enseignements politiques que la population tire du Bolsonarisme est la perception d'une impunité généralisée des acteurs responsables de la déforestation. Cette situation engendre ce que l'on pourrait qualifier d'une désinhibition écologique, phénomène sur lequel il conviendra de revenir afin d'explorer les conditions d'une meilleure appréhension de l'avenir. Dans ce sombre tableau, l'Amazonie légale s'expose donc à une violence particulière, où les trafics (animaux, terre exploitable, etc.) ont remodelé certaines régions. Pourquoi l'impunité concernant l'environnement risque-t-elle néanmoins de perdurer localement au-delà de progrès contextuels ?

Premièrement, le lien entre activités diverses des mafias et déforestation a été plusieurs fois démontré (Human Right Watch, 2019). Un certain mélange entre narcotrafic et crimes

environnementaux est donc puissant, laissant place à un climat de violence diffuse contre l'environnement au sens large. En effet, Aiala Colares, géographe à l'Universidade Federal do Pará (Brésil) l'observe depuis le terrain en interview « La forêt, de par sa nature, a toujours été une zone privilégiée pour le trafic, car les drogues peuvent être camouflées plus facilement que dans d'autres environnements » (AFP repris par Le Point, 2022). L'Amazonie n'est donc pas cette vague carte postale d'une nature fantasmée et « exotisée » (Grimaldi, 2025) en Occident depuis les récits des premiers explorateurs, ce territoire complexe est surtout un territoire aux dizaines de millions d'habitants avec ses problèmes sociaux, politiques, environnementaux et sécuritaires imbriqués.

Ensuite, la criminalité environnementale représente financièrement la troisième ou quatrième activité illicite au monde, derrière seulement le trafic de drogue, d'armes et à presque égalité la prostitution. Ce sont des montants difficiles à chiffrer précisément par leurs natures informelles. Parmi ces activités, le trafic d'animaux sauvages (Mucchielli, 2019) est un fléau particulièrement important en Amazonie. Selon l'ONU, le trafic illicite d'animaux sauvages est un commerce qui représente entre 8 et 10 milliards de dollars par an. On estime que des millions d'animaux (serpents rares, oiseaux chanteurs, perroquets verts, grands aras bleus et jaunes, singes, tortues et autres), une riche biodiversité qui intéresse les trafiquants, sont extraits de la jungle amazonienne chaque année, selon l'IBAMA, pour un montant de revente proche des 2 milliards de dollars. Le tout dans une relative impunité, puisque le trafic illicite d'animaux est un crime peu réprimé et faiblement pénalisé globalement (Rapport Sénat, 2025). De nombreux « influenceurs » s'exposent d'ailleurs en photo avec des félins, des singes, des ouistitis, des reptiles ou autres oiseaux et perroquets exotiques.

De manière symbolique, le dernier perroquet « ararinha azul », devenu iconique en tant que personnage principal du dessin animé Rio au succès mondial, a disparu totalement dans la nature au Brésil. Il existe seulement environ 130 spécimens dans le monde, tous en captivité. Pour certains, ils sont entre les mains de collectionneurs privés qui les ont obtenus illégalement. Cette différence est criante entre la représentation médiatique

occidentale de la nature idyllique via les contenus de la culture de masse et la réalité d'une nature malade, démontrant la force de l'imaginaire sur le réel. Cet oiseau et son image jetée dans le barnum médiatique n'est donc que le simulacre (Bergen, 2010), au sens de Baudrillard, d'une jungle amazonienne médiatisée en occident.

Enfin, cette impunité environnementale vécue, comme une réalité sociale localement en Amazonie brésilienne, implique une réflexion sur les enjeux de sensibilisation et conscientisation à l'écologie. Ce contexte social suscite une nécessité urgente de repenser les stratégies de communication publique. En effet, l'impunité globale engendre une atmosphère négative où les citoyens « passent outre » la gravité de la situation en Amazonie. Selon Jean-Baptiste Fressoz, chercheur en environnement, nous vivons un moment particulier de l'histoire : la « désinhibition » moderne du citoyen sur l'écologie. Il explique ainsi que la notion de « désinhibition présente le grand avantage de rassembler les deux temps du passage à l'acte moderne : celui de la réflexivité bien sûr, mais aussi celui du "passer outre", celui de la prise en compte du danger et celui de sa normalisation » (Fressoz, 2011). Aujourd'hui, la désinhibition moderne semble constante devant le risque environnemental en Amazonie brésilienne, en particulier à cause du sentiment d'impunité. Cette désinhibition en Amazonie vise à « passer outre » les signaux du chaos environnemental, d'une déforestation normalisée historiquement et encore aujourd'hui par le poids et legs du Bolsonarisme. Jusqu'à quand ? La COP30 en Amazonie sifflera la fin d'une époque sur le territoire ? Cela dépendra du volontarisme politique, ses traductions via les efforts de la communication publique et les participations citoyennes pour lutter contre la « désinhibition ».

3. *Empowerment des populations en Amazonie et lutte participative contre le chaos environnemental*

Si la désinhibition écologique révèle une forme d'impuissance politique et morale en Amazonie, alors l'*empowerment* des minorités actives sur le territoire représente son contrepoids le plus concret. La participation est multidimensionnelle en Amazonie, souvent dans les interstices de la domination. Nous

observons au cœur des comportements problématiques en défaveur de l'environnement le rôle de la participation citoyenne pour changer la norme, notamment le maintien d'une norme pénalisante indirecte au sein de l'espace public. Il s'agit aussi de comprendre les raisons de s'intéresser spécifiquement à ce type de participations à l'ordre public et environnemental, loin des échanges démocratiques classiques en groupes et dans le débat (assemblées, etc.). Nous partageons l'analyse originale de Michael Schudson sur le fait que « la conversation n'est pas l'âme de la démocratie » (2012), notamment lorsqu'elle s'écarte du cœur de la démocratie dans des épisodes de confrontations violentes. L'Amazonie, ses tensions et la société brésilienne fortement polarisée, rentre dans ce cadre où la participation n'est pas juste à observer en tant que version archétypale de la discussion habermassienne. En effet, il s'agirait de dépasser cette conception occidentalocentrale afin d'engendrer de nouvelles participations citoyennes. C'est-à-dire, repenser une participation résidant dans les gestes du quotidien du maintien de l'ordre environnemental. C'est là une participation nécessitant une forme d'*empowerment*, c'est-à-dire un octroi de pouvoir à des groupes discriminés pour agir sur leurs conditions sociales ou écologiques auxquelles ils sont confrontés.

Subséquemment, cette participation a la possibilité d'aller plus loin que le seul modèle de la vitre cassée actualisé au niveau environnemental dans le cas amazonien... En continuation de notre réflexion précédente, nous portons un regard sur la participation du quotidien à l'effort de dénornalisation des actes de déforestation, luttant contre les acteurs de la déforestation au quotidien. Chaque Amazonien est donc par sa vigilance un acteur de la sécurité environnementale, de la préservation des forêts tropicales. L'*empowerment* étant une clef à cette réussite, pour que cette vigilance citoyenne multiplie sa force par le progrès technologique. Ainsi, intéressons-nous à un panorama des dynamiques participatives originales amazoniennes et ses leviers d'*empowerment*. Nous dépasserons le seul Brésil et ouvrons notre regard au territoire symbolique amazonien à la croisée de 9 pays, plus précisément en faveur du territoire *waorani*. Ces derniers sont un peuple autochtone d'environ 5 000 personnes vivant en Amazonie équatorienne, connus pour la

défense de leurs territoires face aux exploitations pétrolières. En Équateur, 13 nationalités autochtones sont officiellement reconnues, parmi lesquelles les Waorani. Vivant dans le parc national Yasuní en Amazonie équatorienne, qui détient des records mondiaux apparents de richesse en espèces pour les amphibiens, les reptiles, les chauves-souris et les arbres, faisant de cette région l'un des endroits les plus riches en biodiversité de la planète (Bass *et al.*, 2010). Ce dernier englobe la réserve ethnique Waorani, mais aussi dans les entrailles de Yasuní se trouve aussi la plus grande réserve pétrolière de l'Équateur. Nous explorerons en particulier leur usage des technologies citoyennes au service de la lutte contre la déforestation sur le terrain. C'est là une attention portée à la quotidienneté des stratégies de réappropriation culturelle du territoire via les participations citoyennes environnementales.

Premièrement, il s'agit de « décoloniser » notre imaginaire occidental en allant contre l'idée d'une forme de passivité des peuples premiers (et leurs descendants métissés ou caboclos) au-devant des outils de la modernité et la technologie. Notre immersion ethnographique en Amazonie brésilienne dans l'état du Pará, au contact notamment des caboclos, nous permet de dépasser ces aprioris. Nous avons observé la volonté d'alerter les pouvoirs publics mais aussi une ouverture aux dispositifs participatifs engagés pré-COP30 (OCDE, 2025). Néanmoins, l'hétérogénéité de ces communautés et leurs intérêts propres est difficile à canaliser dans un large dispositif participatif, comme en témoigne les heurts violents au sein du village de la COP Amazonienne malgré la participation de milliers de leaders indigènes. Prenons un autre exemple plus significatif en termes de sécurité environnementale, les Waoranis autour de la célèbre personnalité et leader politique Nemonte Nenquimo réalisent un projet de mapping précis de leur territoire. Cela leur permet de répertorier la faune et la flore de leur région sur des cartes grands formats, c'est-à-dire plus de 3 mètres une fois déroulé entièrement (grandeur capable de légender la diversité). Répertoriant par secteur la position exacte des cascades, de certains animaux spécifiques, de ressources naturelles (plantes, etc.). C'est une façon pour eux de mieux reconquérir leur terre. Ils parient sur l'utilisation originale de la technologie GPS grâce

à des balises sur des smartphones pour élaborer la carte avec des coordonnées précises et scientifiques. Des individus de la communauté sont formés et sollicités pour enregistrer les données. Parallèlement, il y a l'installation de caméras spéciales dans les arbres pour filmer la biodiversité. C'est là dispositif participatif de reprise en main, visualisation, valorisation de la riche biodiversité de cette zone d'Amazonie.

Un exemple moderne d'un « art opératoire » au cœur même de la jungle qui démontre la réappropriation de l'outil technologique, avec créativité et une nouvelle intentionnalité. Une forme de micro-résistance à la cartographie occidentale culturellement située classique sur des territoires complexes comme l'Amazonie. Mobilisant des ressources insoupçonnées et créatives, permettant de construire des libertés de représentations. Un véritable « art opératoire » (De Certeau, 1980) capable d'améliorer la préservation de leurs propres forêts nourricière et protectrice. D'ailleurs, Michel de Certeau fait remonter la capacité des indigènes d'Amérique Latine à composer tactiquement dans un cadre dominant à l'histoire brutale de la colonisation espagnole. Il note que même face à de fortes contraintes, les indigènes colonisés ont su s'approprier la culture qui leur était imposée et l'utiliser de manière inattendue. Bien qu'ils aient été convertis de force, ils ne sont jamais devenus des soutiens disciplinés du christianisme. Au lieu de cela, ils ont continué à produire une différence culturelle à leur manière au-devant de l'oppression du système colonialiste.

Au sein des institutions politiques et judiciaires, ce mapping agit comme une preuve et un argument de la richesse naturelle de la zone par rapport à d'autres. Alors que pendant des décennies, l'état et les acteurs de la déforestation ont pu bénéficier parfois du manque de culture écrite chez les indigènes d'Amazonie (essentiellement une culture orale). Il est intéressant de noter que conscient des faiblesses historiques liées à cette culture de l'oralité dans leur lutte pour la terre, les indigènes dorénavant s'emparent pour certains à la perfection de la culture de l'écriture et même d'une écriture alliée à la force du numérique. Par conséquent, la production de ces informations objectivantes et scientifiques via la participation citoyenne des indigènes et les technologies citoyennes permettent de défier une

hégémonie locale techniciste lié au monde industriel agricole. Elle rapproche des visions dichotomiques de la nature en permettant de parler « le même langage », luttant contre « l'incommunication » sur la préservation de la biodiversité... Ce braconnage d'une culture dominante et ses détournements créatifs ne sont pas à minimiser, permettant de mieux ouvrir aux dialogues.

Néanmoins, nous observons des limites possibles importantes à l'*empowerment* des indigènes et caboclos dans la participation à la protection à leur territoire. Cette dernière ne doit pas ignorer la diversité des profils, doutes et aspirations. C'est aussi la dimension éducative et d'ouverture au monde à ne pas sous-estimer en essentialisation une population, de nombreux jeunes souhaitent connaitre autre chose que la forêt et ses conditions difficiles. De plus, le regard néo-colonialiste doit éviter de considérer que la participation se fait par l'intermédiaire d'un dit « grand chef » (par exemple, Raoni) avec des populations caricaturées en « bons sauvages ». Le « grand chef » naturel continue à dominer en occident les images du pouvoir au sein de l'« exotisation » des sociétés. En Amazonie ou en Afrique, cette valorisation occidentale de la figure du « grand chef » pose question. A cet égard, le politiste Africain James William Gbaguidi note que « l'allégeance du sujet à son chef de clan, de village, s'est peu à peu déportée au Chef de l'Etat » (Gbaguidi, 2011), favorisant une logique non démocratique, clanique et autoritaire en Afrique. Ce pouvoir du « grand chef » d'Amazonie dans les médias occidentaux est valorisé comme « naturelle », « sage » et « positif », non pas simplement montrer à l'état brut avec un effort de contextualisation.

Une autre limite à l'*empowerment* réside également dans le respect d'un équilibre culturel propre au pays, que les actions des ONG soutenant la participation citoyenne devraient soigneusement préserver. Le géographe Paul Claval, avec un regard intelligent et expérimenté, note ces évolutions du militantisme indigène et les conséquences au Brésil, relativisant ainsi les discours radicaux des associations. Offrant un panorama à la situation en mettant en perspective le rôle central des ONG : « Des doutes se manifestent aujourd'hui. Ils concernent d'abord les minorités indiennes : l'indigénisme a pris

des formes virulentes au cours de la dernière génération. Ce que les groupes dispersés dans la forêt amazonienne réclament aujourd'hui, ce n'est pas seulement le respect de leurs terres et de leurs droits de chasse et de pêche — ils les ont d'ailleurs obtenus (les terres indiennes couvrent plus d'un million de km², pour l'essentiel en Amazonie, ce qui est très vaste pour une population de l'ordre de 400 000 âmes ; l'espace ne manque pas, pour les groupes natifs [...]. Les Brésiliens ont-ils failli, plus que d'autres peuples, à reconnaître les droits de leur minorité ethnique ? Certainement pas, même si des discriminations ont existé et se perpétuent parfois. Ce qui est en cause, c'est la globalisation : chaque groupe veut maintenant se faire reconnaître par la communauté internationale. À quoi bon lutter alors pour une intégration nationale qui ne sera que passagère ? » (Claval, 2014). Le rôle grandissant d'associations occidentales amène donc à se poser aussi des questions parfois sur les reconfigurations identitaires, l'influence des échelles nationale/mondiale sur les mobilisations et les changements de finalités. Une influence de la nature de la mobilisation par les ONG existe, malgré les bonnes intentions affichées. Une grande évolution du militantisme indigéniste étant au Brésil liée ainsi aux dynamiques de la globalisation, pouvant rentrer en conflit avec l'aspect culturel historique.

De plus, l'identité brésilienne est fruit d'un large métissage, d'influences réciproques. L'*empowerment* en Amazonie par des acteurs occidentaux se tournant vers l'essentialisation de certaines identités présente le risque de réactualisation du « bon sauvage » (Grimaldi, 2025). Toutes ces limites et nuances n'enlèvent pas un certain mérite de la participation communautaire à la protection de la nature tropicale. Cela a fait ses preuves dans certains cas en Afrique (Vimal, Khalil-Lortie & al, 2018), malgré le poids de l'histoire et ses difficultés (Pommérieux, 2016) ou encore parfois les « limites de l'implication des communautés » (Faye & al, 2020) à la communication publique et les risques inhérents d'un certain « colonialisme vert » (Blanc, 2020) des ONG.

Conclusion

Notre réflexion propose de comprendre comment les citoyens d'Amazonie construisent la norme sociale de déforestation et les possibilités de changements via l'action participative. Alors que l'ordre environnemental dans une société n'est pas l'apanage des conservateurs, nous démontrons l'intérêt de favoriser des participations informelles en faveur de la « sécurité environnementale », au-delà des cadres classiques de la participation environnementale, la politisation de la concertation, ses conflictualités ou un « usage agonistique de la participation » (Allard-Huver & Stein, 2022). La communication publique, dans ce contexte, n'a pas vocation à moraliser ou à culpabiliser, mais à établir une norme sociale favorable au « zéro déforestation » autour du maintien de l'ordre environnemental. Les expériences indigènes de cartographie participative, les possibilités de surveillance citoyenne et de l'IBAMA par drones, la spectacularisation de l'action anti-déforestation et les actions de « naming and shaming » locales sont quelques pistes.

L'enjeu de la décennie à venir sera donc de généraliser ces micro-résistances quotidiennes et participations environnementales informelles, puis de les arrimer à une volonté politique dans un contexte post-COP30. Le fond TFFF semble de nature à motiver certains acteurs (« Tropical Forest Forever » ou TFF : mécanisme de financement mixte proposé pour inciter les pays à prévenir la déforestation et la dégradation des forêts denses humides), mais il ne peut à lui seul modifier une norme sociale historique défavorable à la protection environnementale. De plus, l'addition de COP dessine une « géopolitique de la procrastination climatique » (Tsayem, 2025) qui rend sceptique devant les promesses, alors que plus de 30 millions d'Amazoniens attendent un nouveau chapitre politico-économique sur ce territoire de contrastes et précarités.

L'Amazonie, ses tensions et polarisations du débat public est un laboratoire participatif loin d'une vision archétypale de la discussion habermassienne. Par conséquent, la fin d'un climat d'impunité, via en partie les participations citoyennes,

représente un chemin possible pour l'écologie vue du Sud et ses représentants mondiaux, comme Luiz Inácio Lula da Silva dans le cadre de la COP30. La situation en Amazonie nous le prouve à son corps défendant, la communication publique et la participation citoyenne sont une clef pour marquer une rupture avec des normes écologiques obsolètes incrustées historiquement. Même s'il faut rester conscient des limites de la participation citoyenne à la sécurité (Malochet, 2021), ou dans d'autres domaines régaliens. La sécurité environnementale main dans la main avec la participation citoyenne semble particulièrement se détacher par rapport à un régalien immuable de sécurité publique recentré sur son principe de monopole de la violence légitime.

Ainsi, la théorie de la « vitre cassée » actualisée écologiquement donne une nouvelle perspective en faveur de la communication publique afin de mieux protéger durablement certaines zones environnementales sensibles au sein du Sud Global. Nous retrouvons cet impératif de participation citoyenne en Afrique de l'Ouest concernant la pollution de l'air suite à des participations citoyennes de « leaders communautaires », où l'inter-influence à long terme dans les groupes sociaux contribue aux changements de comportements (Yates & al, 2018). Par ailleurs, notre analyse des potentiels de participation citoyenne en Amazonie démontre que la bonne préservation des forêts tropicales ne peut se faire qu'avec l'implication active des populations locales au-delà des agoras participatives. Un chantier participatif immense s'ouvre dans le contexte géopolitique post-COP30, la logique événementielle peut-elle avoir un effet durable de long terme sur les normes sociales de déforestation ?

Bibliographie

▪ Articles

- ARROYO-QUIROZ, Inés et WYATT, Tanya (2019). Le commerce et le trafic d'espèces sauvages entre la France et le Mexique. Une étude des « asymétries criminogènes ». In *Déviance et Société*, 3(4), 569-592.

- ALLARD-HUVER, François & STEIN, Marieke. (2022). Introduction - La concertation citoyenne en environnement. In *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 22/2A(S1), 5-14.
- BASS Margot S. & al. (2010) Global Conservation Significance of Ecuador's Yasuní National Park. *PLoS ONE* 5(1), e8767.
- BLANC, Guillaume (2020). Débat : Colonialisme vert, une vérité qui dérange. In *The Conversation*, mis en ligne le 8 octobre 2020. <<https://theconversation.com/debat-colonialisme-vert-une-verite-qui-drange-146966>>.
- BERGEN, Véronique (2010). Saisies du simulacre chez Baudrillard et chez Deleuze. In *Lignes*, 31, 37-49.
- CÉFAÏ, Daniel & al. (2012). Ethnographies de la participation. In *Participations*, n° 4, 7-48.
- CERTEAU, Michel de (1980) L'Invention du quotidien. vol. 1, *Arts de faire*. Paris : Gallimard. 416p
- CLAEYS-MEKDADE, Cécilia (2001). Qu'est-ce qu'une « population concernée » ? L'exemple camarguais. In *Géocarrefour*, vol. 76, n° 3, 217-223.
- DIEU, François (2004). Gendarmerie et sécurité intérieure - Incivilités et théorie de la « vitre cassée ». In *Revue*, n°669, 181-183.
- FAYE, Mor & al. (2020). La communication du Gouvernement Sénégalais à l'épreuve de la Covid-19. In *Akofena*, Spécial n° 3, octobre 2020, 255-266.
- FRESSOZ, Jean-Baptiste (2011). La désinhibition moderne : pour une histoire politique de l'Anthropocène. In *ArtefaCToS. Revista de Estudios sobre la Ciencia y la Tecnología*, n° 4, 67-84.
- WILSON, James et KELLING, George (1982). Broken Windows: The police and Neighborhood Safety. In *The Atlantic Monthly*, n° 249, 29-38.
- GRIMALDI, Pierre Cilluffo (2025). Le fantasme de l'Amérique latine, entre « désert humain » et « vide paradisiaque ». In *Hermès*, 95(1), 28-34.
- MAITINO, Martin & VIEIRA, Marco (2024). Ontological Security and Climate Policy in Jair Bolsonaro's Brazil: Understanding the Emotional Underpinnings of Environmental Destruction. In *Global Studies Quarterly*, 4(3), ksae079.
- MALOCHET, Virginie (2021). La sécurité est-elle vraiment « l'affaire de tous » ? Les limites de la participation citoyenne en France dans un domaine typiquement régalien. In *Participations*, vol. 29, n° 1, 41-71.
- MUCCHIELLI, Laurent et al (2019). La criminalité environnementale : état des lieux et perspectives. In *Déviance et Société*, Vol. 43, 469-479.
- NEVEU, Érik. (2024). Jürgen Habermas, Espace public et démocratie délibérative. Un tournant, trad. de l'allemand par F. Joly, In

- Questions de communication*, n° 46, Paris : Gallimard, coll. « NRF Essais », 516-520.
- RAOUL, Bruno (2017). Le territoire comme objet communicationnel : entre « tiers symbolisant » et « discours social ». Une mise en perspective médiatique. In *Communication & langages*, vol. 193, n°3, 117-143.
- VIMAL, Ruppert, KHALIL-LORTIE, Maud & GATISO, Tsegaye (2018). What does community participation in nature protection mean? The case of tropical national parks in Africa. In *Environmental Conservation*, vol. 45, n° 4, 333-341.
- BRADSHAW, Catherine et YOUNG, Hollie (2009). An Application of Broken-Windows and Related Theories: Disorder, Fear, and Collective Efficacy in Schools. In *American Journal of Education*, vol. 115, n° 2, 227-247.
- SCHUDSON, Michael (2012). La conversation n'est pas l'âme de la démocratie. In *Participations*, vol. 3, n° 2, 219-238.

▪ **Chapitres d'ouvrages collectifs**

- OLLIVIER, Bruno (2009). Présentation générale. Les Identités collectives à l'heure de la mondialisation. In Bruno Ollivier (éd.), *Les identités collectives à l'heure de la mondialisation*. Paris : CNRS Éditions.
- YATES, Stéphanie & al (2018). Reducing Air pollution in West Africa through participatory activities : Issues, challenges and conditions for citizens' genuine engagement. In J. Servaes (dir.), *Handbook of Communication for Development and Social Change*. Singapour : Springer.
- YATES, Stéphanie & al (2023). Les fondements de l'acceptabilité sociale. In C. Alcantara, F. Charest, A. Lavigne & L. Saglietto, *L'Acceptabilité sociale : Enjeux de société et controverses scientifiques* (pp. 15-31). Paris : Les Presses des Mines.

▪ **Ouvrages**

- CHARAUDEAU, Patrick (2005). *Le discours politique : les masques du pouvoir*. Paris : Vuibert.
- CLAVAL, Paul (2014). *Le Brésil entre exotisme et modernité, idées reçues sur un nouveau grand*. Paris: Le Cavalier Bleu.
- D'ALMEIDA, Nicole (2007). *La société du jugement*. Paris : Armand Colin.
- DE CERTEAU, Michel (1990). L'Invention du quotidien. Établie et présentée par Luce Giard. Paris : Gallimard (1^{re} éd. 1980).
- GRIMALDI, Pierre Cilluffo (2025). *L'héroïsation du bon sauvage de l'Antiquité au XXIe siècle : émergence de l'éco-spiritualisme*. Paris : Éditions Maïa.

LIBAERT, Thierry et PIERLOT, Jean-Marie (2015). *Les nouvelles luttes sociales et environnementales*. Paris : Vuibert, coll. « Signature ».

▪ **Thèse**

POMMERIEUX, Mélanie (2016). La construction de la participation environnementale en Afrique du Sud. Thèse de doctorat en science politique, Université de Montpellier.

▪ **Ressources bibliographiques en ligne**

AFP (2023) "Brasil se mostra 'frágil' para conter garimpo ilegal, diz presidente da Funai" Accès : <<https://noticias.uol.com.br/ultimas-noticias/afp/2023/03/09/brasil-se-mostra-fragil-para-conter-garimpo-ilegal-diz-presidente-da-funai.htm>>.

AFP repris par Le Point (2022) « La vallée de Javari, axe stratégique du narcotrafic en Amazonie brésilienne » Accès : <https://www.lepoint.fr/monde/la-vallee-de-javari-axe-strategique-du-narcotrafic-en-amazonie-bresilienne-14-06-2022-2479572_24.php>.

AUDI, Amanda (2018) O passado garimpeiro de Bolsonaro. The Intercept. Accès : <<https://www.intercept.com.br/2018/11/05/passado-garimpeiro-bolsonaro/>>

ESTRADA, Gaspard (2023). Brésil : Lula pourra-t-il « dé-bolsonariser » l'État ? *The Conversation*. <<https://theconversation.com/bresil-lula-pourra-t-il-de-bolsonariser-letat-199328>>.

GBAGUIDI, James William (2011) In *Courrier International*. <<https://www.courrierinternational.com/article/2011/03/01/la-figure-sacree-du-chef-contestee>>.

GRIMALDI, Pierre Cilluffo (2023). Brésil : l'impunité, legs du populisme. *Telos*. <<https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/bresil-limpunité-legs-du-populisme.html>>.

GRIMALDI, Pierre Cilluffo (2024). « Brésil et utopie de progrès en Amazonie : une historiographie ». *Revue Hérodote*. <https://www.herodote.net/club/Bresil_et_utopie_de_progres_en_Amazonie_une_historiographie-71.php>.

HUMAN RIGHT WATCH (2019). Rapport « Rainforest Mafias. How Violence and Impunity Fuel Deforestation in Brazil's Amazon ». <<https://www.hrw.org/report/2019/09/17/rainforest-mafias/how-violence-and-impunity-fuel-deforestation-brazils-amazon>>.

OCDE (2025). « Global Citizen Participation: Climate Change as a Test Case », Rapport Exploring New Frontiers, in *Citizen Participation in the Policy Cycle*. <<https://www.oecd.org/en/publications/2025/03>>.

- /exploring-new-frontiers-in-citizen-participation-in-the-policy-cycle_3b33d8_45/full-report/global-citizen-participation-climate-change-as-a-test-case_abbfbed2.html>.
- RENGASAMY, Ramesh (2016). Behavioural Change Communication. University course, National Institute of Rural Development and Panchayati Raj, India. <http://nirdpr.org.in/nird_docs/sb/doc7.pdf> [consulté le 3 avril 2022].
- RODRIGUES Meghie. (2023). Politics and the environment collide in Brazil: Lula's first year back in office. *Nature*, Advance online publication. Accès : <<https://www.nature.com/articles/d41586-023-04042-x>>.
- RTBF. (2021). « Des parcelles de la forêt amazonienne vendues illégalement sur Facebook Marketplace : les dessous d'une pratique nuisible ». <<https://www.rtbf.be/article/des-parcelles-de-la-foret-amazonienne-vendues-illegalement-sur-facebook-marketplace-les-dessous-d-une-pratique-nuisible-10708627?id=10708627>>.
- SÉNAT FRANÇAIS (2025). Rapport du sénateur Chevrollier Guillaume «Trafic d'espèces sauvages : un risque sous-estimé, une action indispensable » In Commission de l'aménagement du territoire et du développement durable. Paris. 133p. <<https://www.senat.fr/rap/r24-903/r24-9031.pdf>>.
- THÉRY, Hervé (2016). « Histoire d'un pionnier brésilien en Amazonie», *Géoconfluences*. <<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/amerique-latine/le-bresil-ferme-du-monde/corpus-documentaire/histoire-dun-pionnier-bresilien-en-amazonie>>.
- TSAYEM, Moïse (2025). « De COP en COP, une géopolitique de la procrastination climatique ». *The Conversation*. Accès : <<https://theconversation.com/de-cop-en-cop-une-geopolitique-de-la-procrastination-climatique-268952>>.



Revue Africaine de Communication

La Revue Africaine de Communication (RAC), qui s'adresse, entre autres, aux chercheurs, enseignants-chercheurs, doctarrants et professionnels de l'information et de la communication, publie des articles inédits à caractère scientifique dans les domaines des sciences et des technologies de l'information et de la communication.

De plus, elle a pour principal objectif de contribuer, le plus largement possible, au développement des théories et des pratiques portant sur les sciences et les techniques de l'information et de la communication, mais aussi sur l'analyse du discours, le droit, l'éthique et la déontologie des médias. Les domaines de l'information et de la communication sont articulés à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, l'analyse du discours, le management, le marketing et la culture dans sa diversité. La RAC, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte aussi, dans sa partie Varia, des articles des autres disciplines dont l'intérêt pour le développement des sciences de l'information et de la communication, en particulier, le progrès scientifique, en général, est évident.

Ce numéro spécial de la **Revue Africaine de Communication** se donne, entre autres, pour objectif de réfléchir sur la manière dont les crises contemporaines multiformes modifient profondément les relations dynamiques entre les gouvernants, les acteurs des médias et les citoyens.

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

